



Sous la direction du **Professeur Karl HANSON**

L'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso

MÉMOIRE – Orientation Recherche

Présenté à
l'Unité d'Enseignement et de Recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour l'obtention du grade de Master of Arts Interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Aboubakar OUEDRAOGO

de

Burkina Faso

Mémoire No DE 2016/MIDE 12-13/02

SION

Février 2016

Table des matières

Remerciements.....	4
Liste des Abréviations.....	5
Résumé.....	6
Introduction générale.....	7
Chapitre 1 : Problématique et questions de recherche.....	9
Chapitre 2. Cadre théorique et méthodologie.....	12
2.1. Le cadre théorique.....	12
A- <i>Le modèle de protection (système welfare)</i>	12
B- <i>Le système de justice (justice model)</i>	13
C- <i>Le modèle de justice réparatrice (justice restauratrice)</i>	14
2.2. Méthodologie de récolte des données.....	15
2.2.1. Le point d'ancrage.....	16
2.2.2. Les techniques de collecte de données	16
A- <i>L'entretien</i>	16
B- <i>La place de l'interdisciplinarité</i>	18
C- <i>La revue documentaire</i>	19
D- <i>L'observation participante</i>	19
2.2.3. Les difficultés rencontrées.....	19
Chapitre 3. L'assistance judiciaire en droit international.....	22
3.1. Les instruments internationaux.....	22
3.1.1. La déclaration universelle des droits de l'homme.....	22
3.1.2. Le pacte international relatif aux droits civils et politiques.....	22
3.1.3. L'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Les règles de Beijing).....	23
3.1.4. Les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté.	24
3.1.5. La Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'Enfant.....	25
3.1.6. L'observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant.....	26
3.1.7. Conclusion partielle.....	27
3.2. Les instruments régionaux.....	28
3.2.1. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples.....	28
3.2.2. Les mécanismes de mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples	29
3.3. Le protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.....	31
3.4. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE).....	32

3.5. Conclusion partielle.....	34
Chapitre 4. L'assistance judiciaire en droit national Burkinabè.....	35
4.1. L'avènement des juridictions pour mineurs au Burkina Faso.....	35
4.2. L'influence du droit international sur le droit pénal des mineurs au Burkina Faso.....	37
4.2.1. Les approches théoriques de transposition du droit international dans l'ordre Juridique interne des États	37
4.2.2. L'influence du droit international sur le système de justice pénale des mineurs au Burkina Faso.....	37
4.3. Le cadre juridique de l'assistance judiciaire devant les juridictions pour mineurs.....	38
4.3.1. La constitution du Burkina Faso.....	38
4.3.2. La loi relative à l'enfance délinquante ou en danger.....	39
4.3.3. L'architecture des juridictions pour mineurs au Burkina Faso.....	41
4.3.4. Les procédures applicables devant les juridictions pour mineurs	43
<i>A- La procédure devant le juge des enfants.....</i>	43
<i>B- La procédure devant le tribunal pour les enfants.....</i>	44
4.3.5. Les sanctions et mesures applicables aux mineurs en conflit avec la loi.....	44
4.4. Conclusion	46
Chapitre 5: La pratique de l'assistance judiciaire et les contraintes du système.....	48
5.1. Le point de vue des acteurs.....	48
5.2. Les interactions entre les principaux animateurs des juridictions pour mineurs.....	50
5.3. Les contraintes	52
5.3.1. Les contraintes juridiques.....	52
5.3.2. Les contraintes matérielles et budgétaires.....	57
5.3.3. Les contraintes sociales.....	59
5.3.4. Conclusion partielle.....	61
Chapitre 6. Conclusion générale.....	63
<u>Annexes</u>	66
<i>Tableau 1 : Evolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2011 à 2013</i>	
<i>Tableau 2 : Evolution des consommations budgétaires de fonctionnement par ministère de 2011 à 2013</i>	
Liste des références.....	67

Remerciements

- Mes remerciements vont particulièrement à l'endroit du Professeur Karl Hanson pour avoir non seulement accepté de diriger ce travail, mais aussi pour son sens élevé de la patience et de la compréhension. De plus, j'exprime toute ma gratitude au Professeur Burger Kaspar et Hirschi Coraline pour l'intérêt qu'ils portent au présent travail en acceptant volontiers de faire partie de mon jury.
- Par ailleurs, je fais une mention spéciale au Juge Ilassa Porgo, qui a bien voulu accepter de m'encadrer dans le cadre de mon stage, ce en dépit des réserves formulées par sa hiérarchie. Ma reconnaissance s'étend aussi aux efforts multiformes qu'il a consentis pour convaincre collègues et personnes ressources afin qu'ils me reçoivent.
- Je n'oublie pas Roxane Geubue pour sa disponibilité et sa sollicitude pendant les moments de rédaction.

Liste des abréviations

CADBE: Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant

CDE: Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant

DUDH: Déclaration Universelle des Droits de l'Homme

INSD: Institut National de la Statistique et de la Démographie

ONU: Organisation des Nations-Unies

ONUDC: Office des Nations-Unies contre la Drogue et le Crime

OPJ: Officiers de la Police Judiciaire

TIG: Travail d'Intérêt Général

TGI: Tribunal de Grande Instance

Résumé

La Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant (CDE) et la Charte africaine des droits et du bien-être de l'Enfant (CADBE) constituent pour le Burkina Faso, les principaux cadres de référence en matière de protection des droits de l'enfant, notamment en ce qui concerne l'assistance judiciaire aux mineurs aux prises avec la justice. Ces instruments ont été inspirés par les principaux textes internationaux relatifs au droit international des droits de l'homme.

Par la signature et la ratification des instruments internationaux et régionaux de protection des droits de l'enfant, le Burkina Faso s'est engagé à réformer sa législation en vue de prendre en compte les normes internationales dans la définition de ses politiques en matière d'enfance. Une des manifestations de cette volonté a été la création en 2004 des juridictions pour mineurs.

Cette création a suscité un véritable espoir tant, elle avait pour principal objectif de pallier un vide institutionnel d'une part, et de renforcer les capacités existantes. Mais une décennie après, le constat que l'on peut faire c'est que l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso est confrontée à des difficultés énormes qui contrarient son efficacité et mettent à mal son opérationnalité. Ces contraintes sont de divers ordres. Elles s'analysent en des problèmes d'ordre juridique, matériel, budgétaire et social.

Introduction générale

Avant la fin du XIXe siècle, les mineurs n'étaient pas au bénéfice d'un droit protecteur particulier. Cette situation s'expliquait par le fait que ceux-ci n'avaient pas une existence sociale à proprement parlé (Bailleau, 1996). Du coup, lorsqu'ils se rendaient coupables d'infraction à la loi pénale, ils n'avaient pas un traitement de faveur particulier. Le régime de droit commun leur était appliqué automatiquement. L'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi a progressivement évolué dans le temps. Plusieurs facteurs ont rendu possible cette évolution. De fait, l'intérêt porté à cette assistance ne se dissocie pas des grands mouvements de reconnaissance d'un statut juridique et sociologique de l'enfant. Du point de vue sociologique, l'enfant était jadis considéré comme un être fantôme, dont le statut social était sinon méconnu, en tout cas négligé. Aujourd'hui, cette perception a fait place à la définition de l'enfant comme un acteur social à part entière (Sirota, 2006). Cette dynamique sociologique a eu des répercussions juridiques certaines au niveau international. En effet, la communauté des États réunie au sein de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) a adopté un certain nombre de textes, dont le plus en vue est la Convention des Nations-Unies relative aux Droits de l'Enfant (CDE). Elle contient dans son ensemble des dispositions qui confèrent un statut protecteur particulier à l'enfant dans les différents domaines où celui-ci se retrouve. Il a aussi été créé le Comité des droits de l'enfant, qui est l'organe chargé du contrôle de la mise en œuvre de la Convention par les États.

L'ensemble de ces instruments marque au niveau juridique, le changement de statut de l'enfant. En effet, jusqu'alors objet de droit, l'enfant est désormais perçu comme un sujet de droit. Et, une place de choix a été faite à la dimension justice juvénile dans ces instruments juridiques. C'est pourquoi, en ses articles 37 et 40, la CDE prescrit les règles relatives à la justice juvénile. Aussi, le Comité, à travers son observation générale n°10 définit l'ensemble des droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs. Une des manifestations de cette évolution juridique est la reconnaissance par la CDE du droit aux mineurs en conflit avec la loi de bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée (art.40 2b) ii)). Par ailleurs, la Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant(CADBE) abonde

dans le même sens en accordant les mêmes garanties procédurales aux mineurs en conflit avec la loi (art.17 2c) iii).

Une fois les enjeux de la recherche situés dans le cadre de cette introduction, nous tenterons de bien cerner notre sujet en le problématisant, ce qui nous permettra de faire ressortir les questions de recherche qui vont articuler notre travail (Chapitre 1). Après ces précisions, nous essayerons de présenter le cadre théorique et méthodologique qui nous permettra d'analyser les problèmes soulevés (Chapitre 2). Une fois ce travail effectué, nous aborderons les bases juridiques de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au niveau international (Chapitre 3) et régional (Chapitre 4). L'analyse de ces instruments nous permettra de nous appesantir sur le cadre juridique et institutionnel de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso (Chapitre 5). C'est l'examen de ce cadre qui va nous aider à plancher sur la pratique de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi, ainsi que les contraintes auxquelles elle fait face (Chapitre 5). Enfin, nous aborderons de façon générale les principaux centres d'intérêt de notre analyse; toute chose qui nous conduira vers l'élaboration de perspectives (Chapitre 6).

Chapitre 1. Problématique et questions de recherche

Le Burkina Faso a signé et ratifié les instruments juridiques sus-cités. Faisant le constat d'un vide institutionnel et législatif dans le domaine de la justice pour mineurs, le Comité des droits de l'enfant a en 2002 fait des recommandations au Burkina Faso à l'effet de remédier à cette situation. C'est dans cet esprit que le pays a adopté la loi n°028-2004 AN du 08 septembre 2004 portant création des juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Il convient de préciser qu'il s'agit de juridictions pénales. Mais depuis leur création, elles présentent dans leur fonctionnement, un certain nombre d'insuffisances et de lacunes, notamment en matière procédurale. C'est du reste ce que reconnaît un ancien député qui a participé à l'adoption de la loi, en faisant remarquer que : « Cette loi, pourrait-on dire (...), peu riche en matière procédurale a été adoptée dans l'esprit des dispositions pertinentes des textes régionaux et internationaux » (S. Yaméogo, communication personnelle, 14 décembre 2013). Cette vision est aussi portée par un professeur de l'université Ouaga II, qui a participé à l'élaboration du projet de loi. Il résume son propos en ces termes : « Les questions procédurales n'ont pas été expressément abordées en raison du temps qui nous était imparti, (...), et de toutes les façons, les juridictions pour mineurs doivent fonctionner dans le respect des textes et l'esprit des conventions internationales » (F. Ouédraogo, communication personnelle, 18 mars 2014).

En tout état de cause, depuis la mise en place des juridictions pour mineurs au Burkina Faso, l'assistance judiciaire aux mineurs délinquants est une réalité formelle, même si elle rencontre dans sa matérialité des obstacles quelque peu complexes. En effet, l'assistance judiciaire aux mineurs suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale est confrontée à de nombreuses contraintes qui contrarient son action ou encore son opérationnalité. Ce constat nous amène à formuler la question de recherche suivante : Quelles sont ces contraintes, et de quelle manière est-ce qu'elles influencent la mise en œuvre du droit à l'assistance judiciaire des mineurs dans le cadre des procédures pénales?

Cette question principale nous conduit vers la formulation d'autres questions incidentes, à savoir : Comment est-ce que les acteurs du système de justice pour mineurs au Burkina Faso travaillent-ils dans un tel contexte? Quelles sont les dynamiques en jeu dans le processus d'assistance judiciaire aux mineurs délinquants

au Burkina Faso? Quelle est la place de l'avocat dans l'œuvre d'assistance judiciaire aux mineurs délinquants? Les réponses juridiques suffisent-elles à une meilleure prise en charge des mineurs délinquants? Quelle place pour une approche inclusive voire interdisciplinaire dans le travail d'assistance judiciaire aux mineurs délinquants?

La réponse à ces questions commande que l'on passe en revue la procédure pénale devant les juridictions pour mineurs au Burkina Faso, ce aux fins de relever l'importance que revêt l'assistance judiciaire dans la quête d'une justice pénale des mineurs efficiente. Aussi, serait-il judicieux d'identifier tous les acteurs en présence, leurs attributions respectives, ainsi que les relations qui existent entre eux et les rôles spécifiques de chacun d'eux. Mais avant tout cela, il sied de définir les contours de la notion d'assistance judiciaire, et de la distinguer d'une notion voisine, qui est l'assistance juridique. La notion d'assistance judiciaire a fait l'objet d'une évolution temporelle. Lorsqu'on parle d'assistance judiciaire, tout le monde semble savoir ce dont il est question, du moins de nom. Mais en réalité, il n'est pas évident que tous les spécialistes du droit sachent véritablement ce que cette notion renferme. Frotier de la Messelière (1941) définissait l'assistance judiciaire par son objet. Selon lui, l'assistance judiciaire a pour objet, d'« accorder l'exemption des frais de justice à toute personne qui, poursuivant utilement l'exercice d'un droit déterminé, ne pourrait les acquitter par suite de l'insuffisance de ses ressources ». De cette définition, on peut tirer deux éléments qui en constituent la substance : il s'agit de l'« insuffisance de ressources » et l'« exercice utile d'un droit ». Autant dire qu'un justiciable ne peut prétendre à l'exercice du droit à l'assistance judiciaire que s'il fait la preuve des deux situations suscitées. Prouver que l'on a des ressources insuffisantes semble peut-être plus aisé que l'exercice utile d'un droit. En effet, pour cette dernière situation, le candidat à l'assistance judiciaire n'obtiendra le bénéfice de l'assistance que « si ses prétentions, déjà étayées de motifs plausibles, ont des chances d'aboutir à un résultat positif et réalisable » (Frotier de la Messelière, 1941). On pourrait convenir de ce que la réalisation de cette deuxième condition cumulative n'est pas évidente, ce qui nous donnerait des raisons légitimes de croire que l'assistance judiciaire, comme élément fondamental du concept d'« égalité des armes » en justice se trouve restreinte. Les juristes français Braudo et Baumann (1996) tentent eux aussi de nous apporter des précisions. Selon eux:

... l'aide juridictionnelle qui a succédé à l'assistance judiciaire est la contribution apportée par l'État destiné à permettre aux personnes dont les revenus sont

insuffisants de faire valoir leurs droits en justice, en matière gracieuse comme en matière contentieuse, en demande, comme en défense, et devant toutes les juridictions . L'aide juridique ou assistance juridique porte sur l'information sur les droits et les obligations des personnes et leur orientation vers les organismes qui sont chargés de leur mise en œuvre, l'accomplissement de toute démarche et l'assistance au cours de procédures non juridictionnelles, le droit à consulter sur les matières juridiques, l'assistance dans la rédaction et la conclusion d'actes juridiques.

L'office des Nations-Unies contre la drogue et le crime quant à lui, donne une définition beaucoup plus extensive, qui prend en compte plusieurs dimensions.

Pour lui:

... l'assistance judiciaire a pour objet d'assurer la représentation légale des pauvres. Elle s'opère par le biais d'organismes publics qui sont financés par l'État. Suivant les pays, ces organismes emploient à plein temps des avocats, des techniciens du droit et souvent du personnel auxiliaire "enquêteurs, interprètes et des travailleurs sociaux" (ONUDC, 2008).

Cette définition de l'assistance judiciaire se rapproche beaucoup plus de notre optique. Non seulement, il n'est pas besoin de démontrer l'« exercice utile d'un droit », mais dans cette perspective, les acteurs de l'assistance judiciaire ne sont pas que des juristes. Le format de l'assistance judiciaire dans ce cas, semble correspondre à la vision de la CDE et du Comité des droits de l'enfant.

Chapitre 2. Cadre théorique et méthodologie

2.1. Le cadre théorique

Depuis l'adoption par la quasi-totalité des États du monde de la Convention relative aux droits de l'enfant (CDE), une attention particulière est désormais portée à l'enfant. Jadis perçu comme objet de droit, propriétaire de quelqu'un, l'enfant s'est affranchi de la tutelle des adultes pour devenir lui-même propriétaire de droits qu'il peut exercer de façon autonome (Zermatten, 1995). Cette évolution de statut de l'enfant objet de droits à celui de sujet de droits fait de lui un acteur social à part entière dont le rôle dans les interactions sociales devient éminent. Au XIXe siècle, les mouvements de pression sur l'État vis-à-vis de sa politique sociale consécutive à l'industrialisation ont eu un impact certain sur le rôle de l'État dans la famille (D'Amours, 1998). Ainsi la famille qui était le lieu de socialisation, d'éducation et de consommation s'est vue relayer par l'État qui devient « le père de famille » de la société. Ainsi, les droits des membres les plus vulnérables vont considérablement être protégés. L'enfant mineur occupera dans ce contexte une place de choix, en ce sens qu'il est considéré comme irresponsable de ses actes et victime de son environnement social. Cela s'est traduit au niveau du système de justice par l'instauration d'un régime de protection particulier au bénéfice des mineurs.

A- Le modèle de protection (système welfare)

En 1994, Trépanier et Tulkens (cité par D'Amours, 1998) faisaient remarquer que l'émergence de cette vision est fondée sur le fait que les causes de la délinquance juvénile sont à rechercher dans la société, car le mineur a très peu de contrôle sur les causes de ses agissements. Zermatten (1995) précise que : « Le comportement délinquant du mineur est lié de manière évidente à une situation sociale, économique ou familiale défavorable ». Ces lectures théoriques ont fondé un système de justice des mineurs qui privilégie une intervention à partir des besoins du mineur, plutôt qu'en se focalisant sur l'acte qu'il avait commis (Trépanier, 1989, cité par D'Amours, 1998). À cet égard, la politique d'intervention de l'État vise plus à protéger qu'à punir le mineur en conflit avec l'ordre établi. Le juge a dans ce système, de larges pouvoirs d'appréciation et de gestion. En effet, les principes classiques de droit pénal tels que la proportionnalité, égalité de traitement, culpabilité-responsabilité ne trouvent pas application. Il met l'accent sur le bien ou l'intérêt de l'enfant (Zermatten, 2002).

Cette vision va être battue en brèche par un nouveau courant doctrinal au début du XXe siècle. Elle soulève principalement des préoccupations d'ordre procédural et un rôle trop marqué du juge dans du procès qui implique un mineur. C'est ainsi que verra le jour le système de justice ou encore *justice model*.

B- Le système de justice (*justice model*)

Cette conception a émergé dans les années 1970. Elle emporte l'idée de responsabiliser le mineur en conflit avec la loi, qui doit assumer ses actes. De plus cette approche met en avant les grands principes du droit pénal avec le duo responsabilité- sanction. Avec ce système, il n'est pas seulement tenu compte des besoins propres de l'enfant dans le traitement judiciaire auquel il est soumis; son acte délictueux est aussi pris en compte.

Ce faisant, on passe de la protection de l'enfant en sa qualité de personne à statut particulier à l'idée de prémunir la société contre les méfaits de l'enfant qui viendrait à enfreindre la loi pénale. Ce modèle crée une proportionnalité entre la sanction et l'acte répréhensible du mineur.

Par ailleurs, l'idée d'accorder au mineur en conflit avec la loi les mêmes garanties procédurales que les adultes a fortement influencé l'édification d'un tel système. En effet, dans cette approche, le mineur a le droit d'être assisté par un avocat, les décisions qui sont prises à son encontre doivent être conservées de telle sorte qu'il puisse en demander la révision ou faire appel de celles-ci (D'Amours, 1998). Cependant, ce régime de faveur apparent cache mal, l'instauration de principes qui mettent les adultes et les mineurs sur un pied d'égalité dans le système de justice pénale. En 1992, Cullen et Egilbert, (cités par D'Amours, 1998) ont énuméré quelques principes directeurs qui nous en donnent une idée:

1- Délimiter les sentences pour qu'il y'ait justice et éliminer la discrétion dans le système;

2- Imposer la sanction en fonction de l'infraction commise et non pas en vue de favoriser un plan de traitement individualisé: à cet égard, fixer le temps d'incarcération en fonction de la gravité de l'infraction et non pas en fonction de la durée d'un plan de traitement;

3-Prévoir dans la loi la nature et la durée des sentences;

4-Réduire le temps d'incarcération;

5- Encadrer l'exercice de la discrétion judiciaire;

6- Abolir la libération conditionnelle;

7- Favoriser et augmenter les programmes volontaires de réhabilitation;

8- Reconnaître le droit de toute personne d'être incarcéré dans un environnement humain.

Une analyse profonde des deux approches (protection et justice) en matière de justice juvénile a conduit la communauté des chercheurs à relever en pratique des lacunes et même des contrariétés. Il est généralement reproché au système de protection, une trop grande bienveillance à l'égard du mineur auteur d'infraction au préjudice de la victime. Pour ce qui est de l'approche fondée sur la justice, les critiques se résument à l'idée de sa fixation sur la rétribution et la proportionnalité dans l'intervention. Pour une bonne administration de la justice pénale, une troisième voie a été proposée. Celle-ci prendrait ainsi en compte les limites contenues dans les deux premières.

C- Le modèle de justice réparatrice (justice restauratrice)

C'est un modèle qui cherche sinon à concilier les deux premiers du moins à trouver une ligne intermédiaire qui satisfasse toutes les entités impliquées dans le système de justice juvénile. Il s'agit en clair de chercher à intégrer le trio auteur-victime-société (Zermatten, 2002). C'est une approche dont « l'objectif est d'abord de chercher une façon d'indemniser la victime (...) et aussi et surtout de rétablir l'harmonie dans la vie aussi bien de la victime que du mineur délinquant » (D'Amours, 1998). Cela doit se traduire dans les actes par la confrontation mineur-victime aux fins de parvenir à une réparation partielle, totale ou symbolique du dommage matériel ou moral causé par le mineur.

Cette approche se fait aujourd'hui par le biais de la médiation pénale, qui peut se tenir dans ou à l'extérieur du tribunal. La justice réparatrice peut aussi se faire par la sanction réparatrice qui prend la forme de prestation de type communautaire (ou encore le travail d'intérêt général dans certaines législations). De plus, elle met plus l'accent sur des sanctions socioéducatives en remplacement de la privation de

liberté (Lachat, 2009). Celle-ci n'a pas une vertu pédagogique mais plutôt un objectif de juste réparation des dommages causés (Zermatten, 2002).

Il est trop tôt de tirer des conclusions relativement à l'efficacité d'une telle approche, tant son expérimentation ne permet pas à ce jour à nombre d'acteurs de faire un bilan global. Cependant, cet état de fait ne cache pas l'avantage qu'elle a d'« appliquer des mesures plus adéquates à l'endroit du mineur délinquant (...). La mise en œuvre de ce modèle incite le mineur délinquant à accepter la responsabilité de son comportement criminel, et en réaliser les conséquences sur autrui » (D'Amours, 1998).

Dans le cadre de l'analyse, nous tenterons de voir dans un premier temps comment les instruments juridiques internationaux et régionaux intègrent les différents modèles de justice juvénile dans leurs corpus. Aussi, pour ce qui est de l'assistance judiciaire en droit national burkinabè, nous essayerons de faire ressortir à toutes les étapes, les approches de justice juvénile les plus présentes dans le droit pénal des mineurs.

2.2. Méthodologie de récolte des données

Dans la conduite de notre travail, nous avons eu des interlocuteurs forts variés, constitués par les principaux acteurs de la justice juvénile au Burkina Faso. Ce sont essentiellement: des magistrats, des avocats, des travailleurs sociaux, des gardes de sécurité pénitentiaires, des mineurs aux prises avec la justice et leurs parents, des députés, des professeurs de droit de l'université Ouaga II, des policiers, des responsables d'ONG, des cadres de l'administration publique, des fonctionnaires résidents de l'UNICEF au Burkina Faso et des personnes ressources.

Les magistrats, les travailleurs sociaux, les gardes de sécurité pénitentiaire, les avocats en leur qualité de principaux animateurs de la justice pour mineurs, nous ont été d'un apport fort appréciable. En effet, leurs expériences respectives rendent compte de la richesse des interactions dans un système. Aussi, en les côtoyant dans le cadre du stage, nous avons pu approcher de près les problèmes et défis que pose la justice des mineurs au Burkina Faso.

La police en tant que principale porte d'entrée des prévenus dans le système de justice juvénile nous a permis de comprendre les contours et les réalités des interpellations et gardes à vues.

Les députés en leur qualité de législateurs, nous ont aidés à comprendre les conditions du vote de la loi 28-2004 portant création des juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Aussi, leurs analyses des termes de la loi nous ont permis d'en déceler l'esprit et la philosophie.

Pour ce qui est des enseignants de droit de l'université Ouaga II, ils nous ont aidés à comprendre davantage le texte de lois portant création des juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Les échanges nous ont permis non seulement de cerner les circonstances de l'élaboration de cette loi, mais aussi de comprendre l'architecture du dispositif législatif relatif à la justice pénale des mineurs au Burkina Faso.

Les ONG et les fonctionnaires résidents de l'UNICEF au Burkina Faso ont été d'un grand soutien dans l'appréhension globale de la problématique de la justice juvénile au Burkina Faso. Par ailleurs, ils nous ont servis d'éclaireurs sur les difficultés d'applicabilité des instruments régionaux et internationaux relatifs aux droits des enfants au Burkina Faso.

2.2.1. Le point d'ancrage

Le point d'ancrage de notre étude se situe au tribunal de grande instance (TGI) de Ouagadougou. Plusieurs alternatives ont été étudiées au début de cette étude. En effet, nous avons au début projeté de faire une étude sur plusieurs juridictions à la fois; celles de Ouagadougou et de l'intérieur du pays. Mais, très vite nous avons identifié des difficultés de deux ordres: la première était relative à la charge financière, ce d'autant que nous n'avons disposé ni d'une bourse, ni d'une subvention pour la conduite de ce travail. La seconde difficulté, plus technique, est relative au fait que le Burkina Faso n'est pas véritablement avancé dans le système de justice pour mineurs. Du coup, ce sont essentiellement les juridictions de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso qui ont une certaine opérationnalité. Donc, l'effet conjugué des deux facteurs nous a conduits à circonscrire le travail au TGI de Ouagadougou.

2.2.2. Les techniques de collecte de données

A- L'entretien

La technique d'enquête utilisée est qualitative. Ce choix a été motivé par notre volonté dans cette étude, de comprendre d'une part les logiques qui guident chacun des acteurs dans la chaîne des responsabilités. D'autre part, de comprendre

les représentations, interprétations et perceptions des problèmes que pose l'opérationnalisation de la justice juvénile au Burkina Faso. L'atteinte de ces objectifs nous a-t-il semblé, passe plus par la technique d'entretien que par une approche quantitative. En effet, la méthode d'entretien se caractérise par un contact direct entre le chercheur et ses interlocuteurs et par leur faible directivité de sa part. Ce contact permet à:

... l'interlocuteur du chercheur d'exprimer ses perceptions d'un évènement ou d'une situation, ses interprétations ou ses expériences, tandis que, par ses questions ouvertes et ses réactions, le chercheur facilite cette expression, évite qu'elle s'éloigne des objectifs de la recherche et permet à son vis-à-vis d'accéder à un degré maximum d'authenticité et de profondeur... (Quivy et Campenhoudt, 1995).

Les entretiens de type semi-directif ont été réalisés aussi bien auprès des magistrats qui animent les juridictions pour mineurs qu'auprès de ceux des juridictions de droit commun.

Ils se sont déroulés souvent entre deux audiences, car les magistrats n'étant pas nombreux par rapport au nombre de dossiers à traiter, n'ont pas trop de temps. Les avocats, du fait qu'ils exercent une profession libérale, nous ont reçus essentiellement à leurs cabinets respectifs. Les travailleurs sociaux, eux profitaient des pauses déjeuner pour nous entretenir sur les préoccupations du corps et la vision qu'ils ont de l'administration de la justice en général. Les gardes de sécurité pénitentiaires font partie de nos interlocuteurs qui ne semblaient pas avoir des marges de libertés suffisantes pour répondre à des questions de personnes extérieures au milieu carcéral et celui de la justice. Pour ce qui est des professeurs, les interviews ont eu lieu dans leurs bureaux à l'université Ouaga II. Les rencontres avec les députés se faisaient dans l'enceinte de l'hémicycle, souvent entre des travaux de commission et des sessions parlementaires. La police a bien voulu se prêter à nos questions dans ses locaux (le commissariat central de Ouagadougou). Il y'avait beaucoup plus de flexibilité avec les ONG, car étant très souvent sur le terrain, nous les rejoignons sur place; ce qui nous permettait en plus des entretiens, de pouvoir observer.

Les fonctionnaires de l'UNICEF au Burkina Faso, en plus des entretiens dans leurs locaux, nous ont été d'un appui important dans la fourniture de la documentation.

Les études de type qualitatif sont conduites autour d'un rapport de proximité entre le chercheur et le sujet (Caratini, 2004, cité par Martineau, 2007). Cela induit une relation de confiance, dont la dimension éthique doit être prise en compte par le chercheur. Cette considération éthique va non seulement prendre en compte les attitudes et les comportements du chercheur en rapport avec l'usage des savoirs produits, mais, elle intègre aussi la finalité de cette production. Ce faisant, dans la conduite de nos différents entretiens, nous avons toujours requis le consentement de nos interlocuteurs; lequel nous est paru éclairé et intègre à tous moments. Car, nous avons toujours pris les soins de décliner notre identité et notre profession. Aussi, avec toutes les personnes interviewées, nous avons toujours situé le contexte du travail et son objet. Les consentements ont souvent été donnés sous réserve de notre acceptation de prendre en compte l'anonymat du sujet. Nous avons dans la conduite du travail tenu compte de ces dimensions.

Par ailleurs, dans le souci de transparence qui guide les considérations éthiques, un retour du présent travail auprès de nos interlocuteurs est envisagé. Cependant, nous avons conscience du fait que la grande mobilité des fonctionnaires de l'État (affectations) pourrait nous empêcher de retrouver certaines personnes ressources avec qui nous avons discuté. Aussi, les mineurs en conflit avec la loi et leurs parents interviewés ne seront plus retrouvés. Pour les mineurs, nous avons pour des raisons liées au statut particulier de celui-ci, choisi délibérément de ne pas nous intéresser à leurs identités. Pour les parents, la question de l'adressage en est la principale raison.

B- La place de l'interdisciplinarité

La problématique de la justice juvénile est sans conteste d'un grand intérêt dans le champ global des droits de l'enfant. Cet intérêt va de pair avec sa complexité. C'est pourquoi, il apparaît incontestable sur le terrain d'adopter une approche interdisciplinaire si l'on veut l'appréhender au mieux. Darbellay (2005) définissait l'interdisciplinarité comme: «La volonté d'analyser un objet d'étude complexe sur la base d'une collaboration entre spécialistes d'horizons disciplinaires différents et complémentaires». La complexité de la problématique réside entre autres variables, dans la jeunesse des auteurs et souvent des victimes des infractions qui sont commises. De ce fait, il serait peu productif de laisser l'examen de ces infractions à un seul corps de métier. Une prise en charge efficiente de cette

catégorie particulière de justiciables requiert la mobilisation d'acteurs de provenance disciplinaire différente. Du dialogue et des échanges entre ces différents professionnels naîtront des solutions fécondes qui prennent en compte les besoins particuliers des mineurs en conflit avec la loi. Tous les acteurs énumérés ci-dessus ont un rôle central dans le processus de justice juvénile.

C- La revue documentaire

La recherche documentaire nous a permis dans un premier temps de circonscrire et d'élaborer notre problématique. La consultation itérative des documents a contribué à renforcer ou à discuter au mieux nos propres analyses de données du terrain. Aussi nous a-t-elle permis de prendre connaissance des instruments internationaux et régionaux qui encadrent l'administration de la justice juvénile. La littérature que nous avons examinée dans ces ouvrages, nous a aussi donné des éclairages sur les visions du monde scientifique sur la problématique générale de la justice pour mineurs. De plus, elle nous a permis de recueillir des données quantitatives sur le Burkina Faso, sur les textes de lois se rapportant à la justice juvénile au Burkina Faso, sur la " clientèle" des juridictions pour mineurs au Burkina Faso etc. Nous avons d'abord consulté ces documents à la bibliothèque de l'Institut Universitaire Kurt Bösch (IUKB), ensuite dans les bibliothèques de la faculté de droit et de science politique de l'université Ouaga II, la bibliothèque de l'Assemblée Nationale du Burkina Faso, la bibliothèque de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie du Burkina Faso (INSD), la bibliothèque du ministère de la justice et des droits humains du Burkina Faso, et enfin dans les bibliothèques de l'université de Montréal (Udem), celles de l'université du Québec à Montréal (UQÀM) et la bibliothèque du Centre Jeunesse de Montréal.

D- L'observation participante

En 1983, Platt (cité par Bastien, 2007) appréhende l'observation participante comme une technique de recherche dans laquelle le sociologue observe une collectivité sociale dont il est lui-même membre. Le chercheur se fait dès lors l'étudiant d'acteurs sociaux, par l'entremise d'une interaction de longue durée avec eux (De sardan, 2001, cité par Bastien, 2007). Selon Bastien (2007), l'observation participante permet:

... en termes de production de données, de vivre la réalité des sujets observés et de pouvoir comprendre certains mécanismes difficilement décryptables pour quiconque demeure en situation d'extériorité. En participant au même titre que les acteurs, le chercheur a un accès privilégié à des informations inaccessibles au moyen d'autres méthodes empiriques...

Cette observation a d'autant plus été utile pour nous qu'elle nous a aidé à percevoir les décalages qui existent entre les discours officiels des acteurs et la réalité du terrain.

Le stage que nous avons effectué auprès du Juge des enfants de Ouagadougou entre le 1^{er} novembre 2013 et le 28 mars 2004 nous a permis d'être un acteur privilégié de la procédure pénale des mineurs au Burkina Faso. Parallèlement aux recherches que nous avons effectuées, nous avons mis à profit ce temps pour mieux cerner surtout la dimension procédurale du système de justice juvénile au Burkina Faso. Nous n'avons pas été seulement figurant, nous avons souvent été acteur du processus en jouant le rôle d'interprète auprès de parents de mineurs aux prises avec la justice et/ou souvent auprès des mineurs eux-mêmes. Ainsi, nous avons assisté aux comparutions, procès et délibérations dans les affaires concernant la délinquance juvénile.

2.2.3. Les difficultés rencontrées

La récolte des données relatives au présent travail a été exaltante, tant, elle nous a donné l'occasion de faire la connaissance des acteurs de terrain. Aussi, ce fut pour nous la première grande occasion de faire le lien entre la théorie et la pratique. Cependant, le travail ne s'est pas réalisé sans difficultés. En effet, nous avons dû être très patient vis à vis de certains acteurs, car le manque avéré de temps conjugué avec l'absence d'intérêt apparent de leur part, n'a pas toujours facilité l'obtention, la coordination et la tenue des rendez-vous. Aussi, l'on pouvait souvent lire dans l'attitude de certains acteurs, une tendance suspicieuse dans la production de l'information.

Au total, un climat de méfiance de certains de nos interlocuteurs a souvent rendu difficile la collecte des données. Des rendez-vous reportés à répétition au rendez-vous jamais tenus, chacun y allait de sa stratégie sinon pour nous éviter, du moins pour exprimer une certaine réserve à l'encontre de notre démarche. Nous

avons même souvent été confrontés à des refus catégoriques de nous recevoir en dépit de nos efforts de présentation du cadre dans lequel s'inscrivent l'étude et ses objectifs. Cela n'a toutefois pas entamé notre engagement; au contraire ce type de comportement nous a permis en amont de comprendre davantage la complexité de la problématique et des problèmes que les différents acteurs pourraient rencontrer.

Chapitre 3. L'assistance judiciaire en droit international

3.1. Les instruments internationaux

Il existe au plan international des instruments qui protègent les droits de l'homme de manière générale et de façon particulière les droits de l'enfant. Au titre des droits qui sont promus et défendus, figurent les droits élémentaires des mineurs au respect de leur dignité en tant que personne humaine. L'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi apparaît comme une norme impérative au regard du contenu de ces outils. Au nombre des instruments internationaux qui garantissent le respect du droit du mineur en conflit avec la loi à une assistance judiciaire, on peut noter de façon non exhaustive: la déclaration universelle des droits de l'homme; le pacte international relatif aux droits civils et politiques; l'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Les règles de Beijing); les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté; les principes directeurs des Nations-unies pour la prévention de la délinquance juvénile (Les principes directeurs de Riyad); la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant; l'observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant.

3.1.1. La déclaration universelle des droits de l'homme

La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) a été adoptée et proclamée par l'assemblée générale des Nations-Unies en sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948. C'est un instrument qui renferme en ses 30 articles, les fondements philosophiques et juridiques du respect des droits de l'homme. À cet égard, elle garantit entre autres des recours à toute personne devant les juridictions de son pays pour tout manquement aux droits contenus dans la constitution ou la loi (Art.8, DUDH). Aussi, la DUDH fait de l'équité procédurale, une exigence que les juridictions doivent prendre en compte (Art. 10, DUDH). Il en est de même pour la présomption d'innocence qu'elle garantit. En effet, avec ce principe, nul ne peut être déclaré coupable qu'au terme d'un procès libre et équitable (Art.11, DUDH).

3.1.2. Le pacte international relatif aux droits civils et politiques

Le pacte international relatif aux droits civils et politiques reprend en partie les dispositions clefs de la déclaration universelle des droits de l'homme. Cela se comprend aisément tant la déclaration sus-citée constitue le substrat sur lequel tous

les autres instruments de promotion, de protection et de défense des droits de l'homme ont pris appui. Cependant, le pacte international relatif aux droits civils et politiques innove sur un point particulier qui fait un focus sur les normes juridiques relatives à l'assistance judiciaire: il s'agit notamment du recours au bénéfice de tout individu relativement aux violations des droits de l'homme dont se rendraient coupables des agents de l'État exerçant leurs fonctions officielles (Art.2, al.3, a)

3.1.3. L'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Les règles de Beijing)

Les règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs sont nées de la volonté des États membres de l'ONU de mettre en place des principes qui serviront de modèle pour l'administration de la justice pour mineurs, ce afin de protéger les droits de l'homme fondamentaux des mineurs en conflit avec la loi (Nations-Unies, 1986). Communément appelés "Règles de Beijing", ces principes ont été adoptés le 29 novembre 1985 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en sa résolution 40/33. Ils traitent de plusieurs dimensions de la justice juvénile. L'ensemble des règles minima concernant l'administration de la justice pour mineurs ne vise pas à prescrire la procédure à suivre. Il vise plutôt à définir une procédure qui soit très étroitement conforme aux principes acceptés universellement (Nations-Unies, 1986). Pour les fins de cette contextualisation, nous allons nous intéresser à quelques points qui fondent l'administration de la justice juvénile telle qu'elle est présentée aujourd'hui. Pour ce faire, nous allons examiner successivement les objectifs de la justice pour mineurs, les droits des mineurs, la compétence et la spécialisation des agents et fonctionnaires qui animent le système de justice des mineurs.

Les objectifs de la justice pour mineurs

Les règles de Beijing font du système de justice pour mineurs un système qui recherche le bien-être du mineur et fait en sorte que les réactions vis-à-vis des délinquants juvéniles soient toujours proportionnées aux circonstances propres aux délinquants et aux délits (Art.5.1).

Les droits des mineurs

Ces droits s'entendent par les garanties fondamentales de la procédure telles que la présomption d'innocence, le droit à être informé des charges, le droit de

garder le silence, le droit à l'assistance d'un conseil, le droit à la présence d'un parent ou tuteur, le droit d'interroger et de confronter les témoins et le droit à un double degré de juridiction. Ces droits doivent être respectés à tous les stades de la procédure (Art.7.1)

La compétence et la spécialisation du personnel judiciaire

En amont du processus de justice juvénile, on trouve très souvent les services de police et de gendarmerie. Les Règles de Beijing recommandent que pour accomplir au mieux leurs missions, les officiers de police qui s'occupent des mineurs doivent recevoir une instruction et une formation spéciales (Art.12.1). Les fonctionnaires de la justice juvénile doivent être au bénéfice de formations régulières et appropriées en vue d'être outillés à affronter les défis que pose cette catégorie de justiciables (Art.22.1).

3.1.4. Les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté

Adoptées le 14 décembre 1990, les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, appelées aussi " Règles de la Havane" ont pour objectif:

La protection et le bien-être des mineurs privés de liberté, c'est-à-dire toutes les personnes de moins de 18 ans qui sont sous le coup d'une privation de leur liberté (soit sous forme de détention ou d'emprisonnement, soit sous forme de placement dans un établissement public ou privé), ordonné par une autorité judiciaire pour parer aux effets néfastes de la privation de liberté en garantissant les droits de l'enfant.

En matière procédurale, et précisément dans la phase de détention préventive ou encore garde à vue, l'application de telles règles s'avère utile. Elles devront du reste retenir surtout l'attention des législateurs, puisque c'est pendant les détentions avant jugement que l'on note la plupart du temps, les plus graves atteintes à l'intégrité physique des mineurs interpellés (Zermatten, 2002).

Ces règles font partie des règles minima des Nations-Unies. Dès lors, elles doivent être respectées par les États. Cependant, elles n'ont pas valeur contraignante pour ceux-ci, mais cela ne les autorise pas à aller à l'encontre de celles-ci. En tout état de cause ces règles font partie des textes que la CDE supporte par ses grands principes. Elle leur donne de ce fait une légitimité que les États doivent prendre en compte.

3.1.5. La Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'Enfant

La Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant a été adoptée le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations-Unies en sa résolution 44/25. Elle est entrée en vigueur le 02 septembre 1990 conformément à l'article 49 de ladite Convention. C'est le premier instrument international à traiter de façon globale les droits minimaux des enfants et des protections standards applicables à ceux-ci (Yolles, 1998).

La Convention se singularise par la grande adhésion des États. En effet, la quasi-totalité des États membres des Nations-Unies ont signé et ratifié le texte de la Convention, exception faite des États-Unis d'Amérique. Cette mobilisation semble traduire la volonté des États à accepter un code d'obligations en faveur de leurs enfants (Hodgkin et Newel, 1998).

Trois objectifs sous-tendent l'élaboration de la convention; il s'agit de :

- 1- la création d'obligations exécutoires à l'égard des États, par l'énonciation de certaines valeurs sous forme de traité;
- 2- l'élaboration d'une loi globale relativement aux enfants;
- 3- la reconnaissance des enfants en tant qu'individus détenant des droits précis et étant capables de participer aux prises de décisions et à leur propre épanouissement.

La Convention innove par rapports aux instruments qui l'ont précédé par son étendue. En effet, elle couvre quasiment toutes les dimensions des droits de l'enfant.

Cependant, toutes ces dispositions sont gouvernées par quatre principes généraux, qui comportent des valeurs transversales aux autres articles. Il s'agit de :

- 1- la non-discrimination
- 2- l'intérêt supérieur de l'enfant
- 3- le droit à la vie, à la survie et au développement
- 4- le respect des opinions de l'enfant.

Nous nous intéresserons à ces quatre principes tout le long de notre travail, ce d'autant plus qu'ils articulent toutes les dispositions contenues dans la convention. Mais pour les besoins stricts de notre problématique, ce sont les articles 37 et 40 qui constitueront la trame de l'analyse. Ces articles recouvrent des réalités diverses en

relation avec la justice pénale des mineurs. L'article 37 aborde la problématique de la torture, des traitements dégradants et de la privation de liberté. Quant à l'article 40, il traite de l'administration de la justice juvénile.

3.1.6. L'observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant

Avant d'aborder le contenu normatif de l'observation générale n° 10 du Comité des droits de l'enfant, nous présenterons le Comité des droits de l'enfant et les missions qui lui sont dévolues. C'est la CDE qui a prévu elle-même la création d'une instance chargée du suivi de la mise en œuvre des dispositions de la Convention; celle-ci est dénommée le Comité des droits de l'enfant.

En effet, la Convention prévoit qu' : « Aux fins d'examiner les progrès accomplis par les États parties dans l'exécution des obligations contractées par eux (...), il est institué un Comité des droits de l'enfant (...)» (Art.43 al.1 CDE). Le Comité ainsi créé a pour principales tâches, d'étudier les rapports initiaux et périodiques, soumis par les États parties. Aussi, il est chargé de collaborer avec des organismes chargés de surveiller l'exécution des traités, des institutions spécialisées des Nations-Unies et autres organes afin de promouvoir la Convention et la mise en œuvre des droits de l'enfant (Art. 44 CDE). « *Le Comité est considéré comme la plus haute autorité pour l'interprétation de la convention* » (Hodgkin et Newell, 1999).

L'expérience de l'examen des rapports soumis par les États parties a inspiré un certain nombre d'enseignements dans le domaine de la justice pour mineurs. Ceux-ci se sont traduits par des directives et des recommandations que le Comité adresse aux États. Cette adresse vise à exhorter les États à plus d'efforts dans l'institution d'un système de justice des mineurs conforme à la Convention (Observation générale n°10, 2007).

Le premier objectif de cette observation générale est d'allier l'application des articles 37 et 40 de la Convention avec les quatre principes généraux qu'elle contient. Il s'agit des articles 2, 3, 6 et 12 de la Convention, ainsi que tous les autres articles pertinents, à savoir les articles 4 et 39.

Par ailleurs, les directives adoptées par le Comité se déclinent en une politique globale en matière de justice pour mineurs. Celles-ci se caractérisent par un ensemble d'éléments essentiels pour une meilleure administration de la justice juvénile. Il s'agit de : la prévention de la délinquance juvénile; les interventions sans

recours à la procédure judiciaire et interventions au titre de la procédure judiciaire; la fixation d'un âge minimum de la responsabilité pénale et d'un âge plafond pour bénéficier du système de justice pour mineurs; des garanties relatives à un procès équitable; la privation de liberté (détention avant jugement et incarcération après jugement).

3.1.7. Conclusion partielle

Les instruments juridiques internationaux sont sans conteste le cadre de référence approprié pour tout système de justice qui se veut respectueux des droits de l'homme. Ces textes sont de deux ordres: ceux qui sont de portée générale et ceux qui ciblent particulièrement le mineur. Les textes de portée générale sont la déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte international relatif aux droits civils et politiques. Ceux qui se rapportent directement au mineur sont: l'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant et l'Observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant. L'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs fixent le cadre de la procédure qui régit le traitement judiciaire des mineurs. Elles n'imposent pas des règles uniformes à tous, mais travaillent à ce que les États adoptent ce qui est convenu comme bonnes pratiques. Quant aux règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté, elles énoncent les principes à respecter lorsque les mineurs suspectés d'infraction à la loi pénale sont détenus préventivement. La CDE, en ses articles 37 et 40, s'inspire des textes sus-cités pour garantir le respect des droits fondamentaux de l'enfant, notamment en ce qui concerne l'assistance judiciaire à ceux qui sont aux prises avec la justice. En termes de modèle de justice, l'ensemble des instruments internationaux de protection des mineurs semblent orientés vers la combinaison des trois modèles. La DUDH et le pacte international relatif aux droits civils et politiques font partie des principaux instruments juridiques internationaux des droits de l'homme. À ce titre, les garanties judiciaires et procédurales qu'ils énoncent protègent les mineurs en leur qualité de personne humaine. Ils semblent dans leur énoncé et contenu pencher vers un modèle de justice.

Ces instruments, aussi bien dans la philosophie qui a guidé leur élaboration que dans leurs contenus ont inspiré les africains dans l'élaboration des instruments de protection des droits de l'homme et de l'enfant.

3.2. Les instruments régionaux

Pour marquer leur adhésion aux principes de respect des droits de l'homme, les États africains ont à ce jour tous signé et ratifié les instruments de promotion et de protection des droits de l'homme à portée universelle. L'adoption de ces instruments intervient dans un contexte régional marqué par la démocratisation des régimes nés des indépendances. Ces systèmes politiques caractérisés pour la plupart par la dictature ou la tyrannie fondée sur les partis uniques et/ou le pouvoir personnel devraient désormais composer avec l'idée nouvelle des droits de l'homme (Mubiala, 2005). Ainsi, ont été successivement adoptés la charte africaine des droits de l'homme et des peuples, la charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant et le protocole à la charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique.

3.2.1. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples a été adoptée le 28 juin 1981 lors de la conférence des chefs d'État et de gouvernement à Nairobi au Kenya. Elle entre en vigueur le 21 octobre 1986, après sa ratification par 25 États. Elle traite en 68 articles, des droits et devoirs des individus, ainsi que des droits des peuples. Une commission des droits de l'homme et des peuples a été créée à l'effet d'assurer la promotion et la protection des droits des peuples dans la région. Parmi les droits consacrés par la Charte, nous avons pour les fins de notre travail, mis l'accent sur les droits et devoirs individuels.

Les droits individuels consacrés par la charte

Ces droits sont prévus aux articles 1 à 18 ; il s'agit essentiellement des droits civils et politiques de l'être humain, et des droits économiques, sociaux et culturels. Ce sont les droits reconnus à toute personne humaine « sans distinction aucune, notamment de race, d'ethnie, de couleur, de sexe, de langue, de religion, d'opinion politique ou de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance ou de toute autre situation » (art.2)

Les droits civils et politiques

Ce sont notamment :

- Le Droit à la vie
- Le Droit à l'intégrité physique
- Le Droit à la liberté (abolition de l'esclavage, protection contre l'arrestation et la détention arbitraire)
- Le Droit à un procès équitable
- Le Droit de ne pas être soumis à la torture ou à des traitements cruels, inhumains et dégradants
- Le Droit à l'égalité devant la loi
- Le droit à la protection de la loi

Les droits économiques, sociaux et culturels

Il s'agit essentiellement du :

- Droit à l'éducation
- Droit à la santé
- Droit de gagner sa vie par un travail librement choisi

Les devoirs des individus consacrés par la charte

Ils sont contenus dans les articles 27 à 29. Il ne s'agit pas ici du pendant des droits des individus. Les devoirs dont il est question peuvent être compris comme un code d'éthique à l'adresse des populations. En tant que tel, un code d'éthique n'a pas valeur contraignante.

3.2.2. Les mécanismes de mise en œuvre de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples

Pour assurer le respect par les États de la charte, un certain nombre d'organes ont été mis en place en vue d'accompagner les personnes ou groupes de personnes dont les droits sont bafoués. Il s'agit de la commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la cour africaine de justice et des droits de l'homme (protocole de 2008).

La commission africaine des droits de l'homme et des peuples

La commission est composée de onze (11) membres élus à titre individuel sur présentation des États parties à la Charte pour un mandat de 6 ans renouvelables indéfiniment (Art. 31). Les membres doivent être élus parmi les personnalités africaines. De plus, la commission ne peut comprendre plus d'un membre d'un même État. Elle a pour mission de protéger, promouvoir les droits de l'homme et des peuples et également de veiller au respect de la Charte africaine, ainsi que ses protocoles par les États.

La commission se réunit deux fois par an, en avril/mai et en octobre/novembre durant deux semaines. Durant ses sessions, elle examine :

- les plaintes ou encore appelées communications soumises par des individus, des ONG, des institutions et les États parties;
- des rapports périodiques établis par les États parties selon les dispositions de l'article 62 de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples;
- des rapports relatifs à la violation des droits humains et des activités promotionnelles de la commission.

La cour africaine de justice et des droits de l'homme (protocole de 2008)

Elle résulte de la fusion de la défunte cour africaine des droits de l'homme et des peuples et la cour africaine de justice de l'union africaine. Elle a pour compétence de statuer sur les différends d'ordre juridique se rapportant à :

1-l'interprétation et l'application de l'acte constitutif ;

2-l'interprétation, l'application et la validité des autres traités de l'union et de tous les instruments juridiques dérivés, adoptés dans le cadre de l'union ou de l'organisation de l'unité africaine;

3- l'interprétation et l'application de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, de la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant, du protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme ou de tout autre instrument juridique relatif aux droits de l'homme auquel sont parties les États concernés;

4-toute question de droit international

5-tous actes, décisions, règlements et directives des organes de l'Union

6-toutes questions prévues dans tout autre accord que les États pourraient conclure entre eux ou avec l'Union et qui donne compétence à la cour;

7-l'existence de tout fait, qui s'il est établi constituerait la violation d'une obligation envers un État partie ou l'Union;

8-la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international.

3.3. Le protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatif aux droits des femmes en Afrique

C'est un instrument supplémentaire au protocole de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Le protocole relatif aux droits des femmes a été adopté par l'Union Africaine en juillet 2003 suite à une campagne de plaidoyer menée par de nombreuses organisations de toute l'Afrique et est entré en vigueur le 25 novembre 2005. L'adoption de cet instrument marque: « (...) la volonté de l'Afrique d'assurer le respect des droits humains des femmes, ainsi que le développement de normes et standards dans le domaine de la protection des droits de la femme et des filles sur le continent africain » (Maïga, 2011). Comme pour les traités internationaux, la mise en œuvre de cet instrument relève de la responsabilité première des États. En tout état de cause, c'est un instrument qui marque un progrès important dans le domaine de la promotion et la protection des droits des femmes en Afrique. Il a un domaine d'application vaste et touche à des problématiques variées.

Un des apports de cet instrument est l'effort considérable qui est fait dans la définition et la circonscription du concept de discrimination. En effet, l'article premier du protocole entend par discrimination à l'égard des femmes : « Toute distinction, exclusion, restriction ou tout traitement différencié fondé sur le sexe, et qui ont pour but ou pour effet de compromettre ou d'interdire, la reconnaissance, la jouissance, l'exercice par les femmes, (..), des droits humains et des libertés fondamentales dans tous les domaines de la vie ».

Pour les fins de notre travail, nous nous intéresserons plus à l'article 8 du protocole, qui est relatif à l'accès à la justice. Il est ainsi libellé :

Les femmes et les hommes jouissent de droits égaux devant la loi et jouissent du droit à la protection et au bénéfice égaux de la loi. Les États prennent toutes les mesures appropriées pour assurer :

- 1- l'accès effectif des femmes à l'assistance et aux services juridiques et judiciaires;
- 2- l'appui aux initiatives locales, nationales, régionales et continentales visant à donner aux femmes l'assistance et aux services judiciaires;
- 3- la création de structures éducatives adéquates, et d'autres structures appropriées en accordant une attention particulière aux femmes et en sensibilisant toutes les couches de la société aux droits de la femme;
- 4- la formation des organes chargés de l'application de la loi à tous les niveaux pour qu'ils puissent interpréter et appliquer effectivement l'égalité des droits entre l'homme et la femme;
- 5- une représentation équitable des femmes dans les institutions judiciaires et celles chargées de l'application de la loi;
- 6- la réforme des lois et pratiques discriminatoires en vue de promouvoir et de protéger les droits de la femme.

L'article 8 du protocole vise à donner à la femme une jouissance pleine et entière de ses droits en termes d'accès à la justice. Il reste cependant à voir comment ces engagements sont traduits sur le terrain par les États parties.

3.4. La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE)

La Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant a été adoptée par la 26^e Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine (actuelle Union Africaine), le 11 juillet 1990. Elle est entrée en vigueur, le 29 novembre 1999. Elle s'inspire principalement de la Déclaration sur les Droits et du Bien-être de l'Enfant, adoptée par l'Assemblée des chefs d'État et de gouvernement de l'Organisation de l'Unité Africaine, en juillet 1979. Aussi en bien de ses dispositions, la CADBE trouve ses sources dans la déclaration universelle des droits de l'homme, la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant, et la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples. Une des innovations majeures de la CADBE est qu'elle ne se contente pas d'énoncer des droits au bénéfice des mineurs; elle leur impose aussi des devoirs.

Pour les besoins de notre travail, c'est l'article 17 CADBE qui traite de l'administration de la justice pour mineurs. À ce niveau, il convient de noter que le contenu de l'article 17 s'inspire essentiellement de la Convention. Ce faisant, le mineur en conflit avec la loi n'est pas astreint à des devoirs, comme c'est le cas dans certaines dispositions de la Charte. L'article 17 CADBE traite de l'administration de la justice pour mineurs en quatre points dont la teneur est:

1- Tout enfant accusé ou déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale a droit à un traitement spécial compatible avec le sens qu'a l'enfant de sa dignité et de sa valeur, et propre à renforcer le respect de l'enfant pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales des autres.

2- Les États parties à la présente Charte doivent en particulier:

a) veiller à ce qu'aucun enfant qui est détenu ou emprisonné, ou autrement qui est dépourvu de sa liberté ne soit soumis à la torture ou à des traitements ou châtiments inhumains ou dégradants;

b) veiller à ce que les enfants soient séparés des adultes sur les lieux de détention ou d'emprisonnement;

c) veiller à ce que tout enfant accusé d'avoir enfreint la loi pénale:

i. Soit présumé innocent jusqu'à ce qu'il ait été dûment reconnu coupable,

ii. Soit informé promptement et en détails des accusations portées contre lui et bénéficie des services d'un interprète s'il ne peut comprendre la langue utilisée,

iii. Reçoive une assistance légale ou autre appropriée pour préparer et présenter sa défense,

iv. voit son cas tranché aussi rapidement que possible par un tribunal impartial et, s'il est reconnu coupable, ait la possibilité de faire appel auprès d'un tribunal de plus haute instance,

d) interdire à la presse et au public d'assister au procès.

3- Le but essentiel du traitement de l'enfant durant le procès, et aussi s'il est déclaré coupable d'avoir enfreint la loi pénale, est son amendement, sa réintégration au sein de sa famille et sa réhabilitation sociale.

4- Un âge minimum doit être fixé, en deçà duquel les enfants sont présumés ne pas avoir la capacité d'enfreindre la loi pénale.

3.5. Conclusion partielle

Le Burkina Faso, dans sa marche vers la mise en place d'un système d'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi s'est inspiré de plusieurs textes régionaux. D'abord, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples à travers les droits individuels qu'elle consacre est un support important dans l'édification d'un système judiciaire respectueux des droits de l'homme. Elle a aussi prévu des mécanismes de mise en œuvre qui font que lorsque les dispositions pertinentes qu'elle comporte ne sont pas respectées, des citoyens de la communauté individuellement ou collectivement peuvent saisir ses instances aux fins de rappeler l'État au respect de ses engagements. En termes d'assistance judiciaire, elle garantit l'essentiel des droits procéduraux contenus dans les instruments internationaux. Le mineur en sa qualité de sujet de droit s'en trouve aussi protégé. Il n'y a donc pas une protection spécifique du mineur. La Charte insiste beaucoup sur la dimension " procès équitable", ce qui nous autorise à penser qu'elle est plus dans un modèle de justice. Quant à la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant qui s'inspire essentiellement de la CDE constitue un cadre de référence dans la construction d'un système de justice pénale qui prend en compte les besoins spécifiques des mineurs en conflit avec la loi. Dans le cadre de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi, elle semble aussi combiner les trois approches en matière de justice juvénile. Cependant, l'évocation en son article 17 de l'expression " traitement spécial" peut laisser croire qu'elle privilégie plus la dimension protectrice.

Chapitre 4. L'assistance judiciaire en droit national Burkinabè

L'assistance judiciaire au Burkina Faso remonte à 1961, date à laquelle, une loi a été votée pour encadrer le traitement judiciaire des mineurs délinquants ou en danger. Ensuite, l'influence du droit international a eu des répercussions sur l'amélioration de ce cadre. La ratification par l'État burkinabè de la CDE a été pour beaucoup dans l'amélioration du cadre légale de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. Ainsi, des juridictions spécialisées ont été créés pour prendre en charge les mineurs aux prises avec la justice.

4.1. L'avènement des juridictions pour mineurs au Burkina Faso

En rappel, c'est le 31 août 1990 que le Burkina Faso a ratifié la CDE. Elle fait obligation aux États parties de présenter un rapport périodique au Comité des droits de l'enfant à l'effet que celui-ci évalue les progrès réalisés par l'État dans la mise en œuvre des droits de l'enfant (Art.44, CDE). C'est dans le cadre de la présentation du deuxième rapport du Burkina Faso en 2002, que le Comité a relevé un vide institutionnel et législatif à combler au niveau de l'administration de la justice pour mineurs. Le Comité a exprimé ses inquiétudes en ces termes:

Le Comité est préoccupé par l'absence de tribunaux et de juges pour mineurs, ainsi que par le nombre limité de travailleurs sociaux et d'enseignants qui travaillent dans ce domaine. Il est en outre profondément préoccupé par le fait que les enfants âgés de 16 et 17 ans puissent être traités comme des adultes et condamnés à la peine capitale ou à l'emprisonnement à vie, en violation de l'article 37 de la Convention, par le fait que dans les prisons, les enfants ne sont pas séparés des adultes (à l'exception des prisons de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso), par les mauvaises conditions de détention, par le recours fréquent à la détention provisoire et par sa durée excessivement longue (qui s'explique la plupart du temps par la lenteur de la procédure d'enquête), par l'absence de l'obligation d'informer la famille de la mise en détention de l'enfant, par le fait que les enfants ne peuvent présenter un recours que par l'intermédiaire de leurs parents, par les possibilités très limitées de réadaptation et de réinsertion des jeunes délinquants ayant purgé une peine et par la formation insuffisante des juges, des procureurs et du personnel pénitentiaire.

Suite à ce constat et, surtout des recommandations qui en ont découlé, l'État du Burkina Faso a fait voter la loi 028-2004 portant création de juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Mais au fond comment la loi a été élaborée?

Notre travail de terrain nous a permis d'en savoir davantage sur les circonstances et les contours de l'élaboration de la loi. Le contenu des dispositions relatives à la création des juridictions pour mineurs nous a donné en amont une idée sur les conditions de l'élaboration de la loi. En effet, le gouvernement a contacté deux professeurs de droit de l'université Ouaga II afin qu'ils lui proposent un texte portant création de juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Les propos ci-dessus illustrent clairement le contexte de l'élaboration du texte de loi:

...Ma collègue et moi avons proposé un texte qui prend en compte les obligations internationales du Burkina Faso. Le délai qui nous était imparti était court. Néanmoins, nous avons fait de notre mieux pour rendre quelque chose de potable. Mais à notre grande surprise, lorsque le texte a été adopté, nous avons constaté qu'il ne comportait qu'une dizaine de dispositions (F. Ouédraogo, communication personnelle, 18 mars 2014).

Cette phase de la collègue conforte les propos de M. Ouédraogo: « C'est un jour que nous avons été appelés par le ministère pour rédiger un texte sur la justice juvénile suite à un financement de l'UNICEF » (E. Kagabenga, communication personnelle, 12 mai 2013).

En contactant les professeurs, le ministère en charge de la justice a pris le soin de leur préciser que tout ce qui était relatif à la procédure devrait être contenu dans le code de procédure pénale en relecture depuis 2003. Le texte adopté ne concerne que l'organisation et les compétences des magistrats; son adoption n'a fait l'objet d'aucune discussion à l'Assemblée nationale.

Un député ayant participé à l'adoption du texte, fait remarquer que : « Lorsqu'un texte de lois est préparé par des experts, nous n'avons plus à passer trop de temps là-dessus ». (L. Bationo, communication personnelle, 16 janvier 2014).

De ce qui précède, il ne serait pas hasardeux d'affirmer que le texte portant création des juridictions pénales des mineurs a été élaboré et adopté plus pour répondre aux injonctions des bailleurs de fonds que la traduction d'une réelle volonté politique.

4.2. L'influence du droit international sur le droit pénal des mineurs au Burkina Faso

4.2.1 Les approches théoriques de transposition du droit international dans l'ordre juridique interne des États

En droit international, les modalités pour donner effet, dans l'ordre interne aux droits contenus dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme sont laissées à la discrétion de chaque État (Meunier, 2002).

Les juristes s'accordent en général sur trois approches de réception du droit international dans l'ordre interne des États. Il s'agit de: l'approche moniste, l'approche intermédiaire et l'approche dualiste.

L'approche moniste envisage le droit international et le droit interne comme un seul système juridique. Ainsi la convention ou le traité est incorporé directement dans le corpus juridique interne. C'est généralement une pratique répandue dans les pays civilistes.

Pour l'approche dite intermédiaire, le traité ou la convention doit être transformé dans son ensemble en loi interne.

Quant à l'approche dualiste, elle procède à une distinction nette entre le droit international et le droit interne. Elle implique simplement l'adoption de mesures internes d'exécution.

Quelle que soit la méthode utilisée, le processus d'internalisation du droit international vise d'une part à faire entrer une norme internationale dans un ensemble interne. D'autre part, elle a pour but de donner plein effet à la norme internationale (Taxil, 2010). Le Burkina Faso, État civiliste, adopte l'approche moniste pour l'internalisation du droit international.

4.2.2. L'influence du droit international sur le système de justice pénale des mineurs au Burkina Faso

Selon la Constitution burkinabè: « Les traités et accords régulièrement ratifiés ou approuvés ont, dès leur publication autorité supérieure à celle des lois, (...) » (Art. 151, Constitution du Burkina Faso). Cette disposition semble indiquer que le pays a adopté un système moniste pour l'internalisation des traités ou conventions internationales. De ce fait, on pourrait considérer que dès la ratification et la

publication de la Convention au Journal Officiel, celle-ci rentre directement dans le corpus juridique du Burkina Faso.

Par ailleurs, après leur engagement, la Convention indique aux États parties les moyens par lesquels, ils devront satisfaire à leurs obligations. L'un de ces moyens est constitué par l'adoption de mesures législatives, ce en vue d'harmoniser leurs lois avec les dispositions de la Convention (Art.4, CDE). « *Le Burkina Faso s'est voulu pragmatique de ce point de vue en opérant des réformes profondes en vue de prendre en compte les droits et les besoins particuliers des mineurs de moins de 18 ans* » (R. Sawadogo, communication personnelle, 12 janvier 2014). Une des réformes importantes effectuées réside dans la modification du code pénal. En effet, la loi 43-96 ADP du 13 novembre 1996 portant code pénal a été modifiée par la loi 6-2004 AN du 6 avril 2004. Bien avant d'examiner en profondeur les différentes dimensions de la justice pénale des mineurs concernées par la réforme, le code pénal précise dans ses dispositions préliminaires: « Les traités, accords ou conventions dûment ratifiés et publiés s'imposent aux dispositions pénales internes» (Art. 5, dispositions préliminaires du code pénal burkinabè). Autant dire que les dispositions de la Convention et leur interprétation par l'observation générale n°10 ont préséance sur le code pénal burkinabè.

De quel modèle de justice juvénile se sont inspirées les différentes législations nationales? À cette interrogation, nous tenterons d'apporter des éléments de réponses dans les développements suivants.

4.3. Le cadre juridique de l'assistance judiciaire devant les juridictions pour mineurs

Au Burkina Faso, l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi est encadrée par des instruments juridiques de nature et de portée différente. Le premier texte remonte aux lendemains des indépendances (1960). En effet, il a été mis en place en 1961, une loi relative à l'enfance délinquante ou en danger. Cette loi est appuyée par le code pénal du 13 novembre 1996, et la loi 28-2004 portant création de juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Toutes ces dispositions agissent sous l'autorité de la Constitution Burkinabè.

4.3.1. La constitution du Burkina Faso

Sous les différents régimes qu'a connu le Burkina Faso, la protection spécifique de l'enfant n'a jamais été posée dans une constitution. Les seules références aux

droits de l'enfant se trouvaient dans les instruments juridiques internationaux auxquels se référaient les préambules des différentes constitutions. La Constitution du 2 juin 1991, instituant la 4ème république a consacré expressément, outre les droits qu'elle reconnaît à tous, des droits à l'enfant à travers quelques dispositions. Même si elle n'aborde pas directement la protection du mineur devant les juridictions, la Constitution garantit à l'enfant le droit à la protection de son intégrité physique par le biais de son article 2.

De façon plus générale, la Constitution garantit en ses articles 3 et 4 un certain nombre de droits devant les juridictions pénales. Ceux-ci se résument au droit d'accès à la justice, le droit pour tout individu vivant au Burkina Faso de former un recours devant les juridictions nationales et la consécration du principe de la présomption d'innocence.

4.3.2. La loi relative à l'enfance délinquante ou en danger

Au lendemain des indépendances, le Burkina Faso avait un dispositif législatif relatif aux mineurs délinquants et ceux en danger. Il s'agit de la loi 19-61 AN du 9 mai 1961 relative à l'enfance délinquante ou en danger. C'est la toute première loi qui encadre les activités pénales du mineur. Les archives ne permettent pas de remonter exactement les sources de cette loi. Cependant, le législateur actuel considère que c'est une loi d'inspiration coloniale (S. Yaméogo, député, 14 décembre 2013). Il faut noter que cette loi n'a pas été abrogée jusqu'à ce jour; ce qui fait que les juridictions pour mineurs au Burkina Faso s'en inspirent pour le jugement des mineurs en conflit avec la loi pénale.

La loi 19-61 instaure un régime de responsabilité et une procédure particulière applicables au mineur en conflit avec la loi.

- **Le régime de responsabilité applicable au mineur**

La loi distingue trois catégories de mineurs: le mineur de moins de 13 ans, le mineur de 13 ans et de moins de 16 ans et le mineur qui a plus de 16 ans et moins de 18 ans.

Le mineur de moins de 13 ans bénéficie d'une présomption absolue d'irresponsabilité. De ce fait, lorsqu'il commet une infraction, quelle que soit la nature de celle-ci, il ne peut faire l'objet d'une sanction pénale. Il est seulement soumis à des mesures éducatives (Art.14). Aussi, il peut être placé sous le régime de la liberté

surveillée qui permet à certaines personnes notamment les éducateurs et assistantes sociales de le visiter et rendre compte au juge (Art.16). Ce régime est très protecteur du mineur qui se situe dans cette tranche d'âge. Le mineur est considéré ici comme un être qui n'agit pas en toute connaissance de cause. De ce fait, la démarche du législateur vise à placer celui-ci sous un système de protection pure.

Pour ce qui est du mineur de 13 ans et moins de 16 ans, le régime de responsabilité est fondé sur la notion de discernement (Art.15). Dans cette tranche d'âge, le juge doit vérifier si le mineur, malgré son âge avait conscience de la portée et de la gravité de son acte. En pratique, le juge va commanditer une enquête sociale. S'il advient après l'enquête que le mineur a agi sans discernement, il est irresponsable et traité comme le mineur de moins de 13 ans. Si au contraire, le juge arrive à la conclusion qu'il a agi avec discernement, le mineur peut être condamné à une peine d'emprisonnement. Toutefois, sa peine sera réduite par le jeu de l'excuse de minorité. Ici, le système de justice applicable au mineur est à l'interface du système de protection et celui de justice. Il y'a une sorte de combinaison entre les deux systèmes. C'est la notion de discernement qui permet au juge d'appliquer la peine. Le mineur qui a agi sans discernement tombe automatiquement sous le régime de protection. Tandis que celui qui a agi avec discernement se verra appliquer un régime mixte (système de protection et celui de justice).

Quant au mineur de plus de 16 ans et de moins de 18 ans, lorsqu'il commet une infraction, qui aux yeux du juge a été commise sans discernement, il est déclaré irresponsable. S'il a agi avec discernement, le mineur est pleinement responsable au même titre qu'une personne majeure. De ce fait, il n'est au bénéfice d'aucune protection particulière. Il encourra les mêmes peines qu'un majeur (Art.21). Ici, il y'a une séparation nette entre le système de protection et celui de justice. La notion de discernement joue ici aussi un rôle important. En effet, le mineur qui se situe entre 16 et 18 ans échappe à toute responsabilité si le juge estime qu'il a agi sans discernement. Il sera de ce fait couvert par le système de protection. Dans l'hypothèse où il aurait agi avec discernement, sa responsabilité pleine et entière est engagée; il est traité comme un majeur. Dans ces conditions, il va sans dire que sa prise en charge judiciaire va se faire sous le modèle de justice.

- **La procédure applicable au mineur**

Tout jugement de mineur qui se rend coupable d'infraction à la loi pénale, doit être précédé d'une enquête sociale pour permettre de prendre les mesures adéquates dans l'intérêt du mineur (Art.10). C'est la même loi qui prévoit qu'il est obligatoire de mettre à la disposition du mineur accusé de crime, un avocat pour assurer sa défense. Cette assistance se fait gratuitement (Art.12). Elle donne la possibilité d'ordonner les huis clos lors des débats. Enfin, elle interdit la publication des comptes rendus des débats concernant les mineurs, ainsi que la reproduction de leur portrait (Art.23).

4.3.3. L'architecture des juridictions pour mineurs au Burkina Faso

Avant 2004, les mineurs en conflit avec la loi ne bénéficiaient pas de régime de traitement préférentiel par rapport aux adultes. Ils étaient logés à la même enseigne que les majeurs qui enfreignaient la loi pénale. En effet, lorsqu'un mineur se rendait coupable d'infraction pénale, il était jugé devant les juridictions de droit commun, suivant la procédure générale applicable aux délinquants. C'est la loi n°028-2004/AN portant modification de la loi 010/93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire au Burkina Faso qui a mis en place les juridictions pour mineurs au Burkina Faso. Cette loi innove en ce qu'elle donne un statut particulier au mineur en conflit avec la loi. La nouvelle loi crée deux niveaux de juridictions, à savoir le juge des enfants et le tribunal pour enfant.

La nouvelle loi prévoit la création du juge des enfants au siège de chaque tribunal de grande instance (TGI) (art.63 nouveau). Il faut noter que le juge des enfants constitue en lui-même une juridiction à part entière. En principe, partout où il y'a un TGI, il devrait avoir au moins un juge des enfants. Autant dire que la loi n'interdit pas qu'il y'ait plusieurs. Le juge des enfants est compétent pour connaître des contraventions et délits commis par les mineurs âgés de moins de 18 ans. Il est également compétent pour ordonner toute mesure utile lorsque le mineur âgé de moins de 18 ans est en danger. Aussi, il est juge d'instruction en matière criminelle (art. 64 nouveau). La juridiction du juge des enfants comprend: un président, un représentant du ministère public désigné par le procureur du Faso parmi ses substituts, un greffier en chef et des greffiers (art.65 nouveau).

En ce qui concerne le tribunal pour enfants, la nouvelle loi prévoit sa création au siège de chaque cour d'appel (art.67 nouveau). Au Burkina Faso, il n'existe que deux cours d'appel, ce qui fait que le pays ne dispose que de deux tribunaux pour enfants. Ils sont situés dans les deux principales villes du pays (Ouagadougou et Bobo-Dioulasso). Le tribunal pour enfants connaît des crimes commis par les mineurs de moins de 18 ans, statue en premier et dernier ressort en matière criminelle. Il est également compétent pour connaître en appel des décisions rendues par le juge des enfants (art.71 nouveau). Il est composé d'un président, de deux juges, de deux assesseurs titulaires et de deux assesseurs suppléants, d'un représentant du ministère public, d'un greffier en chef et de greffiers (art.68 nouveau).

Le Burkina Faso compte aujourd'hui vingt-cinq tribunaux de grande instance (TGI). Au regard de la loi qui crée les juridictions pour mineurs, le pays devrait compter un minimum de vingt-cinq juges des enfants en tant que juridiction. Malheureusement, le constat est tout autre. Jusqu'en 2013, le pays ne comptait que deux juges des enfants; une juridiction à Ouagadougou et une autre à Bobo-Dioulasso. C'est à la faveur des journées portes ouvertes organisées sur la justice que les magistrats ont attiré l'attention du ministre de la justice sur la nécessité d'extension des juridictions pour mineurs à l'intérieur du pays. C'est après cette interpellation que le Conseil Supérieur de la Magistrature a procédé en 2014 à la nomination de juges d'instruction cumulativement juges des enfants dans le ressort des TGI de Fada, Kaya, Ouahigouya, Dori, Banfora et Orodara. Un magistrat, juge des enfants qui a participé à ces journées portes ouvertes confie ce qui suit: « Je me rappelle que c'est à l'occasion des journées portes ouvertes tenues en 2013 à Fada que nous avons mis la pression sur notre ministre de tutelle, afin que l'opérationnalisation des juridictions pour mineurs puisse être une réalité dans l'ensemble du pays» (S. Tiendrebeogo, communication personnelle, 9 mars 2014).

Une fois installées, comment ces juridictions fonctionnent-elles?

4.3.4. Les procédures applicables devant les juridictions pour mineurs

Les procédures applicables diffèrent selon que l'on soit devant le juge des enfants ou devant le tribunal pour enfants.

a- La procédure devant le juge des enfants

En rappel, la loi 028 du 8 septembre 2004, qui institue les juridictions pour mineurs au Burkina Faso prévoit que: « La procédure applicable devant le juge des enfants est prévue par les dispositions du code de procédure pénale» (Art.66 nouveau).

À l'analyse du code de procédure pénale, aucune disposition ne mentionne expressément la procédure applicable devant le juge des enfants. Mais pourquoi le législateur a procédé à un tel renvoi? Le code de procédure pénale est en cours de révision depuis plus de dix ans et au moment de l'élaboration de la loi 028-2004 portant création des juridictions pour mineurs, *« le législateur avait pensé qu'au même moment ou au plus tard l'année qui suivait, on allait pouvoir terminer la relecture du code de procédure pénale qui prendrait en compte ces aspects procéduraux »* (I. Porgo, juge des enfants, communication personnelle, 3 mars 2014). Malheureusement, jusqu'à ce jour, le code de procédure pénale révisé n'a pas vu le jour. Le juge des enfants se retrouve à appliquer la procédure de droit commun avec des aménagements. En effet, il s'agit pour lui de combiner le code de procédure pénale avec la loi du 9 mai 1961 sur l'enfance délinquante ou en danger.

En pratique, lorsqu'un enfant est interpellé par la police ou la gendarmerie et déféré devant le procureur, celui-ci peut décider d'exercer ou non des poursuites contre le mineur. Lorsqu'il décide de poursuivre le mineur et que l'on se trouve en présence d'une contravention ou d'un délit, c'est le juge des enfants qui est saisi comme juridiction de jugement. Dans cette procédure intervient l'enquête sociale qui n'est pas obligatoire, mais nécessaire. Cette enquête permet de produire un rapport circonstancié qui détermine les circonstances de la commission de l'infraction. Lorsque l'enquête n'est pas faite et que l'enfant est déféré devant le procureur du Faso, celui-ci saisit directement le juge des enfants.

Le juge saisi peut lui-même mener l'enquête ou demander soit à la police judiciaire ou aux travailleurs sociaux de conduire une enquête. Une fois tous les

éléments réunis, le juge programme son audience. Les décisions du juge des enfants sont rédigées et motivées. Quid de la procédure devant le tribunal pour enfants?

b- La procédure devant le tribunal pour enfants

Comme devant le juge des enfants, la loi 028-2004 fait un renvoi en matière de procédure au code de procédure pénale. Elle prévoit que: « La procédure applicable devant le tribunal pour enfants est prévue par les dispositions spécifiques du code de procédure pénale ». (Art. 72 nouveau). Ici en plus du renvoi, la loi parle de dispositions spécifiques du code de procédure pénale. En fait, il n'en est rien, aucune disposition spécifique du code de procédure pénale n'y fait référence. En matière criminelle, le juge des enfants devient juge d'instruction. Il ouvre une information judiciaire en vue de rassembler tous les éléments de preuve. Il instruit à charge et à décharge. Cette première phase consiste à faire la preuve sur la matérialité des faits. Si les faits sont tels que le juge estime que l'enfant présente une personnalité dangereuse, ou encore qu'une libération conditionnelle peut l'exposer à la vindicte populaire, il peut décider de le placer sous mandat de dépôt afin de permettre l'avancement de son instruction. Lorsqu'au vu des preuves rassemblées, le juge estime qu'il y'a des charges suffisantes contre l'enfant, il prend une ordonnance de clôture et transmet le dossier au procureur près le tribunal pour enfants, qui saisit la chambre d'accusation de la cour d'appel. La chambre d'accusation réexamine le dossier. Si elle aboutit à la conclusion qu'il s'agit effectivement d'un crime, comme l'a apprécié le juge des enfants, elle rend un arrêt de renvoi devant le tribunal pour enfants. C'est cet arrêt qui fixe la date d'une audience ordinaire pour se pencher sur le dossier. Si le juge estime par contre qu'il n'existe pas assez d'éléments à charge contre le mineur, il rend une ordonnance de non-lieu. Étant donné qu'il n'existe pas de procédure claire applicable devant le tribunal pour enfants, c'est essentiellement la procédure criminelle devant la Cour d'appel qui s'applique. Et lorsque le tribunal pour enfants statue, que ce soit en matière criminelle ou en appel correctionnel, les décisions sont prise à la majorité des trois juges professionnels et des deux assesseurs qui y siègent. Après le jugement, quels sont les contours des sanctions et des mesures qui sont édictées à l'encontre des mineurs en conflit avec la loi?

4.3.5. Les sanctions et mesures applicables aux mineurs en conflit avec la loi

Les sanctions applicables aux mineurs en conflit avec la loi ne sont pas véritablement codifiées au Burkina Faso. Les juges essaient d'adapter le code pénal

et le code de procédure pénale à la CDE pour déterminer les peines applicables aux mineurs auteurs d'infraction à la loi pénale. Le stage que nous avons effectué auprès du juge des enfants du TGI de Ouagadougou nous a permis de comprendre qu'une panoplie de décisions peuvent être prises à l'encontre des mineurs en conflit avec la loi. Suivant les circonstances qui entourent la commission de l'infraction, il y'a une palette de mesures que le juge peut prendre. Au niveau du juge des enfants, il s'agit en général d'infractions mineures qui se déclinent en contraventions et délits. Leur sanction se fait dans la plupart des cas par des mesures éducatives. Selon l'Association Capitant (2007), la mesure éducative s'entend comme « *une mesure de sûretés applicable à des mineurs prononcée par l'autorité judiciaire (...) qui constitue un mode de traitement obligatoire pour les mineurs délinquants de moins de 13 ans et facultatif pour ceux de dix-huit ans, et un mode de traitement des mineurs non émancipés en danger moral* ». Concrètement, les mesures éducatives s'analysent en la remise du mineur à ses parents ou encore à une personne digne de confiance si le tribunal estime que les parents ne sont pas dignes d'assurer la protection et l'éducation de l'enfant. Elles peuvent aussi se traduire par le placement de l'enfant dans des structures caritatives ou éducatives. Les peines d'emprisonnement ne sont pas beaucoup appliquées à cette échelle de la justice pour mineurs. La peine d'emprisonnement qui emporte privation de liberté est très souvent prononcée à l'encontre de mineurs récidivistes. Sinon dans les situations intermédiaires, la peine de prison est prononcée avec sursis.

En 2004, le législateur a institué le travail d'intérêt général (TIG) au profit des personnes condamnées à des peines d'emprisonnement qui justifient d'une certaine discipline dans le comportement et la personnalité (loi du 6 avril 2004). Mais au fond, quel est le raisonnement qui conduit le juge à adopter une mesure particulière à l'encontre du mineur?

Lorsque le mineur fait l'objet d'une interpellation, il y'a un procès-verbal d'enquête préliminaire qui est dressé par l'officier de police judiciaire (OPJ). Le procès-verbal dressé par l'OPJ est accompagné d'une fiche qui retrace un peu la personnalité du mineur délinquant. Le fichier permet de répondre à la question de savoir si le prévenu est connu des services de la police ou de la gendarmerie. Aussi, il permet de savoir si le mineur appréhendé a des parents ou non dans le ressort du tribunal où il a été arrêté. Cette fiche peut être complétée par le parquet à l'issue d'un autre interrogatoire dans ses locaux. Lorsque le dossier arrive au niveau du juge des

enfants et que celui-ci estime que les informations recueillies aussi bien par la police et le parquet ne le renseignent pas suffisamment sur le profil du mineur, le juge peut ordonner une enquête sociale auprès du service social du TGI. Les travailleurs sociaux conduisent l'enquête sur la situation personnelle de l'enfant, sa situation familiale et délictueuse pour retracer ses antécédents éventuels avec les services auxiliaires de la justice (police ou gendarmerie). Après tout ce parcours, le juge interroge l'enfant afin qu'il se prononce et dise ce qu'il pense lui-même des circonstances qui ont entouré la perpétration de l'infraction et de l'acte qu'il a posé.

C'est au bout de ce processus, et au regard des informations dont dispose le juge sur la personne du prévenu que celui-ci va être porté à déterminer la mesure/sanction appropriée à l'encontre du mineur.

Au niveau du tribunal pour enfants, les cas d'appels contre les décisions rendues par le juge des enfants sont extrêmement rares. C'est ce qu'a reconnu un juge au tribunal pour enfants en ces termes: « *Cela fait bientôt sept ans que je suis entre les deux juridictions, mais je n'ai pas le souvenir d'un jugement qui a fait l'objet d'appel* ». (Anonymat requis, communication personnelle, 19 décembre 2013). C'est donc les infractions qualifiées de crimes qui sont légions devant cette juridiction. Nous n'avons pas pu avoir accès aux archives de cette juridiction. Néanmoins, une discussion avec un des juges du tribunal pour enfants nous a confiés qu': « *il est difficile d'accorder des mesures éducatives à des enfants qui commettent des infractions de l'ordre du crime, leurs situations se règlent très souvent par la privation de liberté. Les mesures éducatives peuvent suivre, mais ça commence en général par la privation de liberté* » (D. Ouedraogo, communication personnelle, 13 février 2014).

4.4. Conclusion partielle

Une des traductions du respect par le Burkina Faso de ses engagements internationaux dans le domaine de l'enfance, a été la mise en place des juridictions pour mineurs en 2004.

En effet, la loi 28-2004 portant création des juridictions pour mineurs au Burkina Faso vient renforcer le corpus législatif dans la procédure pénale impliquant des mineurs.

Mais le vote de cette loi intervient dans un contexte où, le Burkina Faso avait déjà un cadre juridique qui encadrait l'assistance judiciaire aux mineurs. En effet, la loi 19-61 relative à l'enfance délinquante ou en danger fixait déjà le cadre de l'assistance judiciaire depuis 1961. En plus de ce texte, la Constitution du 2 juin 1991 du Burkina Faso à travers son article 2 a pour la première fois de l'histoire constitutionnelle du pays consacré la protection judiciaire du mineur en conflit avec la loi. L'effet conjugué de ces différents textes de lois nous donne le cadre juridique de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. Mais à ce jour, la procédure pénale applicable aux mineurs en conflit avec la loi se trouve fortement contrariée par des lacunes et certaines contrariétés. Une des lacunes et non des moindres, c'est l'absence totale de dispositions relatives à la procédure pénale dans la loi 28-2004. Cette loi qui réfère aux dispositions spécifiques du code de procédure pénale n'en contient rien, car en relecture depuis 2003. Aussi la non abrogation de la loi 19-61 relative à l'enfance délinquante ou en danger fait qu'il y'a le risque que le mineurs reconnu coupable de crime encourt la peine de mort ; ce qui constitue un décalage total avec les instruments internationaux que le Burkina Faso a ratifié.

Le cadre juridique de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi tel que présenté prend en compte deux principaux modèles de justice juvénile. Il s'agit du modèle de protection et le modèle de justice. Cependant, il convient de relever qu'en pratique, les juges de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso font souvent recours au système de justice restauratrice. En effet, depuis 2004, la loi 7-2004 du 6 avril 2004 institue au Burkina Faso le travail d'intérêt général (TIG). Le juge des enfants en considération du profil et la personnalité du mineur peut commuer une peine d'emprisonnement en une peine de travail d'intérêt général.

Chapitre 5: La pratique de l'assistance judiciaire et les contraintes du système

Les perceptions qu'ont les principaux acteurs de leurs missions respectives permettent de dégager quelque peu le modèle de justice auquel se prête l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso. Les interactions entre acteurs n'échappent pas à des contraintes de différents ordres.

5.1. Le point de vue des acteurs

En rappel, l'observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant, qui donne des interprétations aux dispositions de la CDE, relatives au système de justice pour mineurs, fait de l'assistance judiciaire aux mineurs aux prises avec la justice un impératif.

Le texte qui y renvoie est formulé de la manière suivante:

L'enfant doit bénéficier d'une assistance juridique ou de toute autre assistance appropriée pour la préparation et la présentation de sa défense. La convention exige que l'enfant bénéficie d'une assistance qui, si elle n'est pas forcément juridique, doit être appropriée. Les modalités de fourniture de l'assistance sont laissées à l'appréciation des États parties, mais en tout état de cause, l'assistance doit être gratuite. Le Comité recommande aux États parties de fournir autant que possible une assistance juridique adaptée, notamment par l'intermédiaire d'avocats ou d'auxiliaires juridiques dûment formés. Une assistance appropriée peut aussi être apportée par d'autres personnes (par exemple un travailleur social), mais ces personnes doivent alors avoir une connaissance et une compréhension suffisante des différents aspects juridiques du processus de justice pour mineurs et être formés pour travailler avec les enfants en conflit avec la loi...

(Art.40 2b) ii))

On peut retenir en substance que c'est la disposition centrale de la CDE qui encadre l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. Le Burkina Faso avait certes un cadre légal (loi sur l'enfance délinquante ou en danger) qui régissait déjà cet aspect de la protection pénale du mineur en conflit avec la loi, mais cette obligation faite aux États par la CDE vient renforcer les ressources juridiques dont dispose le juge pour connaître des infractions commises par les mineurs.

De façon inconsciente, l'assistance judiciaire vue par les acteurs clefs (magistrats, avocats et travailleurs sociaux) se rapporte aux modèles classiques de justice juvénile. En effet, le stage effectué dans l'enceinte du juge des enfants conjugué avec les interviews réalisées auprès de ces acteurs nous ont permis de classer ces acteurs en deux catégories. D'une part, les magistrats et les travailleurs sociaux ont une approche protectrice de la justice juvénile. De ce fait, ils résument l'assistance judiciaire aux tâches et missions qu'ils exercent. Un magistrat du juge des enfants résume cette pensée en ces termes:

...Au regard du statut particulier qu'ont les mineurs, je veux dire leur manque de maturité aussi bien du point de vue physique que mental, nous travaillons à leur apporter toute l'attention nécessaire. De sorte que dans ces conditions, il est difficile que ces droits fondamentaux soient bafoués... (M. Ouattara, communication personnelle, 3 février 2014).

Ces propos sont appuyés par une assistante sociale, qui pense que:

Le travail qui est fait par les magistrats et les travailleurs sociaux est à ce jour très satisfaisant en termes de garanties des droits des enfants. Notre travail en tant qu'assistants sociaux est régi par des textes. En plus de cela, l'éthique professionnelle nous oblige à travailler correctement. Car si nous sabotons le travail, nous sommes conscients que cela aura des répercussions sur le dossier de l'enfant; et son avenir peut en être affecté. De toutes les façons, les juges exercent aussi un contrôle sur ce que nous faisons... (S. Couliadiati, communication personnelle, 5 mars 2014)

D'autre part, les avocats, du fait de leur mission de représentation et de défense, semblent plus portés vers un modèle de justice. Les garanties en matière de procédures sont le substrat de l'approche qu'ils ont de l'assistance judiciaire en ce sens que:

Pour assurer un procès équitable à l'enfant, mais surtout pour éviter que l'enfant ne soit victime de certaines règles de procédure, telle que celles contenues dans la loi sur l'enfance délinquante, la présence d'un avocat s'avère nécessaire. Car, elle permet de discuter l'opportunité de l'application de certaines règles de procédure à l'enfant et d'amener le juge à l'interpréter dans le sens des Conventions internationales c'est-à-dire de mettre en avant l'intérêt de l'enfant. Donc, la présence d'un avocat qui s'y connaît permet d'assurer une meilleure application de

la loi, en essayant d'éclairer le juge dans sa démarche. Cela me paraît important, car; les enfants qui se retrouvent devant les barreaux sont très souvent des enfants dont les parents sont pauvres, voire même indigents. Dans les rares cas où des enfants de personnes aisées ont été attirés devant les juridictions, on voit automatiquement la constitution de plusieurs avocats. Donc, instituer l'avocat pour tous les enfants à toutes les étapes de la procédure me paraît approprié, si l'on veut être en phase avec nos engagements internationaux...

(G.H. Kam, communication personnelle, 5 mars 2014)

Maître Oumarou B. Ouédraogo abonde dans le même sens que son confrère. Selon lui, L'assistance judiciaire d'un avocat est fondamentale car elle permet d' « *éviter beaucoup de dérapages que l'on constate en début de procédure (violences physiques et verbales, détention arbitraire, détermination de l'âge du mineur etc.). Ce d'autant plus que les instruments internationaux le prévoient* » (O.B.Ouedraogo, communication personnelle, 25 février 2014).

De la pratique de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso, il ressort un certain nombre de problèmes qui contrarient son efficacité. Il s'agit essentiellement des contraintes juridiques, matérielles et budgétaires.

5.2. Les interactions entre les principaux animateurs des juridictions pour mineurs

Au Burkina Faso, les principaux acteurs de la justice pénale des mineurs sont constitués par les magistrats, les travailleurs sociaux, les OPJ et dans une moindre mesure les avocats. Les magistrats, maîtres du processus judiciaire sont amenés à collaborer avec les services de police et de gendarmerie qui sont en amont du processus judiciaire. En effet, ce sont les OPJ qui appréhendent ou interpellent le mineur en conflit avec la loi. Ensuite après les formalités d'auditions et de saisine du parquet, s'il y'a des raisons de poursuivre la procédure, le mineur est déféré au parquet. Dans cette œuvre, en plus d'être sous l'autorité hiérarchique du magistrat dont il reçoit les instructions, les OPJ constituent un " partenaire" important de l'appareil juridictionnel. En agissant en début de procédure, ils parviennent à donner au magistrat une idée plus ou moins exacte de la personnalité du mineur, ce qui aide à une meilleure prise en charge au tribunal. C'est ce que nous confirme le commandant de la brigade régionale de protection de l'enfant lorsqu'il soutient que:

Nous sommes la porte d'entrée du mineur en conflit avec la loi dans le système de justice. Ce faisant, nous avons au-delà de l'obligation hiérarchique que nous avons de rendre compte de notre travail, intérêt à bien collaborer avec le juge. Si le travail est bien fait ici, nous sommes bien côtés et c'est aussi important pour notre image. Donc, nous sommes toujours prêts à exécuter les ordres qui viennent d'en haut... (W. Ouédraogo, communication personnelle, 13 février 2014)

Les rapports de travail sont aussi cordiaux entre le juge et les travailleurs sociaux. Contrairement aux OPJ, ceux-ci ne sont pas statutairement sous l'autorité du juge. Ils relèvent du ministère de l'action sociale et de la solidarité nationale. Mais du fait de leur attachement géographique au ministère de la justice, il semble exister une sorte de relation de pouvoir au profit du juge. Car, « le juge est le pivot à partir duquel s'organise l'ensemble des activités de prise en charge des mineurs délinquants et en danger » (Bastard et Mouhanna, 2010). Dans la conduite du processus judiciaire, notamment à l'audience, il est des moments où le juge donne la parole aux travailleurs sociaux afin que ceux-ci se prononcent sur les mesures à prendre à l'endroit du mineur. Mais, en pratique cela répond plus à la satisfaction d'un impératif procédural qu'à la volonté de recueillir l'avis d'un collaborateur. Étant donné, qu'au juge des enfants, c'est le système de juge unique qui est appliqué. Dans sa mission, après avoir « assimilé les données proposées par les services sociaux, le juge rencontre les enfants et les familles en direct, sans intermédiaire, et il décide, tranche le cas échéant » (Bastar et Mouhanna, 2010). Cette situation ne manque pas de frustrer les travailleurs sociaux, qui selon eux font une grande partie du travail. C'est ce que tente d'exprimer une travailleuse sociale lorsqu'elle affirme que:

...C'est nous qui faisons une bonne partie du travail de récolte des données sur la personnalité du mineur. Aussi, quand, il s'agit de l'application des mesures, nous sommes en premier plan, mais malheureusement, la plupart du temps, nous avons l'impression que les décisions sont déjà connues avant qu'on nous consulte...

(Anonymat requis, communication personnelle, 13 mars 2014).

Quant aux avocats, ils ont des relations d'une nature différente. Certes, tous les acteurs reconnaissent quasiment l'éminent rôle de celui-ci, mais en même temps, on peut noter une forme de méfiance vis-à-vis de cet autre acteur. Lorsqu'on pose la question aux policiers et gendarmes d'une part, et d'autre part aux magistrats et travailleurs sociaux, leurs réponses sont presque unanimes sur l'importance de l'avocat

à toutes les étapes de la procédure pénale impliquant le mineur. Mais à l'épreuve de la pratique, on se rend vite compte qu'il y'a une sorte de crainte à voir les avocats s'investir véritablement dans le processus. Nous avons tenté de comprendre cette situation de très près. L'expérience du stage que nous avons réalisé au juge des enfants nous a permis de comprendre que les OPJ (policiers et gendarmes) craignent le regard extérieur de l'avocat sur leurs pratiques très souvent peu respectueuses des droits de l'homme. Pour ce qui est des magistrats et les travailleurs sociaux, ils se « *perçoivent comme les défenseurs naturels du mineur* » (Bailleau, 1996, cité par Benech et Leroux, 2006). Donc, la présence de l'avocat dans la sphère de la justice juvénile est vue comme une intrusion dans un champ qui lui échappe.

5.3. Les contraintes

Elles sont à la fois juridiques, matérielles, budgétaires et sociales.

5.3.1. Les contraintes juridiques

Elles sont d'ordre législatif et pratique. Le Burkina Faso a certes adopté les instruments internationaux qui protègent les droits de l'enfant, mais son corpus législatif n'a pas véritablement changé, notamment en ce qui concerne l'administration de la justice juvénile. Au niveau pénal, la survivance de la loi 19-61 relative à l'enfance délinquante ou en danger fait qu'il y'a une sorte de " cacophonie" dans l'application uniforme et cohérente des textes.

- **Les lacunes de la loi 28-2004 portant création de juridictions pour mineurs**

La loi 28-2004 a posé les bases de la justice pénale des mineurs au Burkina Faso, en créant et précisant les compétences dévolues au juge des enfants et du tribunal pour enfants. Cependant, il y'a lieu de lui reconnaître nombre d'insuffisances qui mettent à mal sa meilleure application.

D'abord en matière procédurale, la loi ne précise pas la procédure applicable ni devant le juge des enfants en tant que juridiction, ni devant le tribunal pour enfants. L'absence de procédure clairement définie, fait que beaucoup d'enfants continuent d'être jugés devant les juridictions de droit commun. Aussi, pendant l'enquête préliminaire et l'instruction, il y'a des enfants qui continuent de croupir derrière les barreaux sans pouvoir être confiés à une personne de confiance ou une institution de placement. En matière criminelle, la situation est beaucoup plus critique, en ce sens que l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation en vue de la

convocation des assises criminelles peut souvent prendre deux ans. Pendant ce temps, le mineur ne peut bénéficier d'une liberté provisoire.

Par ailleurs, la loi 28-2004 fait du juge des enfants une juridiction pleine et entière et spécialisée. Cette reconnaissance ne s'accompagne malheureusement pas des compétences pour juger tous les dossiers impliquant un mineur. Pour rappel, la justice des mineurs a un volet pénal et un volet civil. La loi sus-citée n'a donné à ces juridictions que des compétences en matière pénale. Les matières civiles relevant du TGI.

Il y'a aussi, la problématique de la disjonction des affaires. Lorsqu'un enfant est mêlé à une affaire en compagnie de personnes majeures, ce sont les juridictions de droit commun qui ont compétence pour en connaître. C'est la loi 19-61 qui s'applique toujours dans cette situation. En dépit des lacunes relevées, des efforts sont faits dans le sens du respect par l'État de ses obligations internationales.

- **L'assistance judiciaire à l'aune des dispositions pertinentes de la CDE et du Comité**

Le cadre du stage nous a permis de passer en revue les efforts et défis auxquels fait face la justice pénale des mineurs au Burkina Faso. Il s'est agi d'évaluer la prise en compte par l'État burkinabè des principes généraux de la CDE dans les procédures pénales impliquant des enfants, et les principes fondamentaux de la justice pour mineurs énoncés aux articles 37 et 40 CDE.

Pour ce qui est des principes généraux de la CDE, celui de non-discrimination (Art.2, CDE) est appliqué avec une relative satisfaction. L'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi ne se limite pas seulement aux tribunaux. Elle s'étend aussi aux milieux qui accueillent le mineur dans le cadre de l'exécution des mesures prises à son encontre. Dans ces milieux, les mineurs sont souvent victimes de discriminations de nature à compromettre leur réinsertion sociale. Il s'agit par exemple des difficultés d'accès à l'éducation et au marché de l'emploi. On peut de prime abord noter des avancées notables, même si des efforts restent à faire. En effet, l'État a construit à travers le pays un certain nombre de centres de réinsertion des mineurs jugés coupables d'infractions à la loi. Nous avons pu visiter un de ces centres, celui de Laye, situé à une quarantaine de kilomètres de Ouagadougou. Après entretien avec les responsables dudit centre et au regard des infrastructures socio-éducatives et didactiques qui s'y trouvent, on peut conclure que des actes

sont posés au niveau politique et institutionnel en vue de contenir au mieux les discriminations auxquelles les pensionnaires viendraient à faire face en matière d'accès à l'éducation et au marché du travail. De plus les juges, lorsqu'ils ordonnent des mesures de placement, travaillent de concert avec les travailleurs sociaux et les responsables des centres en vue de l'atteinte des objectifs assignés au placement des enfants. Les propos du Directeur du Centre de placement de Laye appuient notre constat en ces termes:

...Une fois placés, nous avons un excellent cadre de collaboration avec le juge qui a placé l'enfant. En général, nous convenons de rendez-vous à intervalles réguliers où le juge passe voir comment évoluent le processus de réinsertion des enfants. Et, il y'a même certains juges qui ne se limitent pas aux visites formelles; ils viennent souvent avec de l'aide matérielle ou financière pour nous appuyer dans l'éducation et la formation professionnelle sur place... (I. Traoré, communication personnelle, 13 mars 2014).

Si l'on peut relever des points positifs à ce niveau, il n'en est pas autant pour ce qui est des délits d'état. Les délits d'état sont ceux qui n'emportent pas commission matérielle d'une infraction, mais liés à l'état social de l'individu. En rappel, le Comité recommande aux États d'abolir les dispositions relatives aux délits d'état afin d'assurer l'égalité de traitement entre enfants et adultes devant la loi. Au Burkina Faso, on note malheureusement aujourd'hui la persistance dans la loi de 1961 sur l'enfance délinquante, des dispositions incriminant le vagabondage, l'errance dans les rues, la fugue etc. Mais l'expérience du stage nous conduit à conclure que le juge se montre très souvent souple sur ces questions, en requérant soit la remise aux parents ou à des personnes dignes de confiance.

L'intérêt supérieur de l'enfant prévu à l'article 3 de la CDE, est un principe central en matière d'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. Il l'est d'autant plus que la justice juvénile fonctionne avec une "clientèle" au statut particulier. En effet, la faiblesse du développement physique et psychologique, ainsi que les besoins affectifs et éducatifs du mineur font qu'il requiert une attention particulière. Il s'agit en termes clairs de substituer les objectifs traditionnels de la justice que sont la répression/rétribution par des mesures restauratrices (Observation générale n°10 du Comité des droits de l'enfant). Avec la loi 28-2004, la création des juridictions pénales pour mineurs constitue une avancée à relever. Cependant, il y a beaucoup de

travail à faire de ce point de vue. D'abord au niveau institutionnel, il est à noter que sur les huit juridictions dotées de juges des enfants, il n'y a véritablement que les juridictions de Ouagadougou et Bobo Dioulasso qui sont pourvues de juges des enfants à temps plein. Les autres à l'intérieur du pays sont des juges d'instruction dans les tribunaux de grande instance et cumulativement nommés juges des enfants. La première impression que l'on a, c'est que l'État a plus le souci de combler un vide institutionnel que de pourvoir les juridictions de juges des enfants. Après des interviews réalisées avec quelques juges de ces localités, on s'aperçoit immédiatement du risque de collision entre procédure de droit commun et procédure spécifique aux enfants. Ce risque est d'autant plus plausible que la plupart des juges à l'intérieur du pays ne connaissent pas les textes régissant la procédure pénale des mineurs. Dans ces conditions, la prise en compte de l'intérêt supérieur de l'enfant dans la procédure pénale ne reste réduite qu'à un tiers des juridictions dans le pays.

Dans le même ordre d'idées, nous avons examiné la prise en compte de l'intérêt de l'enfant dans les principales étapes de la procédure. D'abord en amont de la procédure, les mineurs appréhendés suivant la procédure de flagrant délit sont détenus de façon préventive (garde à vue) dans les locaux de la gendarmerie ou de la police. Selon le responsable de la division justice juvénile de Terre Des Hommes Burkina:

...les mineurs y restent souvent plus longtemps que certains adultes. Les officiers de la police judiciaire(OPJ) ne savent pas très souvent quelle est la décision appropriée à prendre. Ils ne savent pas s'il faut en référer directement au juge des enfants ou au parquet. Donc, l'enfant reste détenu avec les adultes en attendant qu'une décision soit prise... (A. Thiombiano, communication personnelle, 18 janvier 2014).

Il n'existe ni à Ouagadougou, ni à Bobo-Dioulasso de section mineurs dans les locaux des gendarmeries et polices. Donc le début de la procédure ne donne aucun gage de protection en rapport avec l'intérêt supérieur de l'enfant. La suite de la procédure n'est pas aussi exempte de critiques. En plus du procès-verbal d'audition dans les locaux de la police ou de la gendarmerie, le mineur est soumis à une série d'interrogatoires (au parquet et en jugement) dont le poids est souvent insupportable. En effet, l'absence d'un avocat aux côtés du mineur n'est pas sans

conséquences sur son mental. Certes en jugement, le juge essaie au mieux de corriger les insuffisances relevées tantôt, mais il reste qu'elles tirent leur source des lacunes et de l'imprécision des textes.

Pour ce qui est du droit à la vie, à la survie et au développement (Art.6, CDE), elle a une connexion avec l'assistance judiciaire en amont et en aval du processus. En amont, les arrestations et les détentions opérées par les forces de l'ordre sont de nature à compromettre le développement du mineur. En aval, les condamnations à la prison à vie ou l'application de la peine capitale entravent sérieusement le développement de l'enfant. Au Burkina Faso, le phénomène de privation de liberté des mineurs persiste, même si l'on peut noter des améliorations au niveau des juridictions de Ouagadougou et Bobo-Dioulasso. En effet, celles-ci, pour avoir été pionnières en matière de prise en charge des mineurs aux prises avec la justice connaissent mieux les textes internationaux. De ce fait, elles s'inscrivent très souvent dans un processus de déjudiciarisation, ce qui a pour effet immédiat d'éviter les privations de liberté.

Concernant le droit d'être entendu (Art.12, CDE), il a un intérêt certain en matière d'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi, dans la mesure où la participation du mineur à sa prise en charge judiciaire permet d'une part de faciliter les enquêtes préliminaires. D'autre part, en aval du processus, le point de vue de l'enfant permet au juge d'identifier la/les mesures appropriées et efficaces. À ce niveau, la participation du mineur est plus importante en ce qui concerne les mesures éducatives ou restauratrices. Sans sa participation, il est difficile que ces mesures soient couronnées de succès. Du reste le Comité des droits de l'enfant recommande aux États de favoriser la libre expression par les mineurs de leurs opinions à tous les stades de la procédure judiciaire les concernant. Au Burkina Faso, le respect de ce droit est difficile à observer pendant la détention préventive, pour deux raisons. Elles sont toutes deux liées. Il s'agit de l'absence d'avocats et les violences physiques exercées sur les enfants pendant la garde à vue. La pratique judiciaire de façon générale au Burkina Faso n'autorise pas la présence d'un avocat pendant la garde à vue. La situation des enfants ne fait pas exception à cette pratique. *« En l'absence de ceux-ci les gendarmes ou policiers font souvent usage de la violence pour extorquer des aveux aux prévenus. Dans ces circonstances, la libre expression du point de vue ne trouve pas application »* (A. Thiombiano, communication personnelle, 18 janvier 2014).

En cours d'audience, la situation est nettement meilleure. D'abord après la notification des charges retenues contre l'enfant, le juge lui permet de se prononcer sur ce qui lui est reproché. Aussi avant d'ordonner la mesure constitutive de délibéré, le juge requiert le point de vue du mineur. Mais en définitive, on en vient à se poser la question de savoir l'utilité réelle des opinions du mineur en fin de jugement. Est-ce qu'elles pèsent réellement sur la décision du juge? La question reste posée, car de tout ce que nous savons, nous n'avons pas eu le sentiment que le point de vue de l'enfant a une incidence sur le verdict du juge.

À ces problèmes juridiques évidents, se greffent des préoccupations d'ordre matériel et budgétaire qui en rajoutent au fardeau.

5.3.2. Les contraintes matérielles et budgétaires

L'assistance judiciaire au Burkina Faso fait face à des contingences matérielles et budgétaires qui font que malgré la volonté affichée de bon nombre d'acteurs, le travail se trouve entamé.

- **Les problèmes matériels**

Elles se traduisent essentiellement par l'absence ou l'insuffisance de moyens de locomotion, de moyens logistiques, de moyens de communication, d'infrastructures d'accueil des mineurs etc. En amont, dans les commissariats et gendarmeries où les mineurs sont gardés à vue, il n'y a pas de locaux spéciaux pour les accueillir; ils sont contraints de "cohabiter" avec les adultes en détention préventive. À cela s'ajoute le manque de moyens roulants pour prévenir souvent la commission par les mineurs d'actes répréhensibles. Pour la ville de Ouagadougou, environ 4.000.000 d'habitants (INDS, 2014), la brigade régionale de police ne dispose que de deux véhicules pour assurer les patrouilles. Et quand, les véhicules sont disponibles le défaut de carburant contraint souvent les agents à l'inaction. Le directeur régional de la protection des enfants nous en donne une idée lorsqu'il soutient que « *Nous sommes très limités au niveau des moyens. Mes agents et moi-même sommes motivés, mais nous n'avons pas le choix lorsque les moyens qui doivent notre action ne suivent pas* » (W. Ouédraogo, communication personnelle, 13 février 2014).

Au niveau du tribunal, ce sont quasiment les mêmes problèmes. Le juge des enfants n'a pas de véhicule dédié aux courses propres à sa juridiction. En cas de besoin, les

juges et les travailleurs sociaux sont obligés de demander le véhicule du président du TGI pour effectuer leurs courses. Les locaux du juge des enfants ne sont pas équipés de moyens de communication de base. Les juges et les travailleurs sociaux utilisent leurs propres téléphones pour répondre aux besoins de service public. Le témoignage d'une magistrate au juge des enfants est révélateur de l'ampleur des difficultés:

...Je n'ai pas de téléphone qui sorte. Souvent les agents sociaux ont un mineur et souhaitent savoir les dispositions juridiques qui encadrent la prise en charge de cet enfant. Mais, étant donné que je n'ai pas de téléphone de bureau, ils ne peuvent me joindre que sur mon téléphone portable. Malheureusement, ils n'ont pas de dotations suffisantes en crédits d'appel pour le faire. Je dois moi aussi utiliser mon téléphone portable à mes frais pour régler certaines questions au niveau de l'enquête sociale ou du placement...» (D. Sawadogo, communication personnelle, 13 février 2014).

Selon les autorités administratives, ces difficultés s'expliquent par des questions budgétaires. Selon elles, les dotations ne sont pas suffisantes pour faire face aux besoins toujours croissants.

- **Les préoccupations budgétaires**

Nous avons utilisé l'annuaire statistique 2014 de l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD) du Burkina Faso pour faire une analyse d'une part, de l'évolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2011 à 2013. D'autre part, il a été question d'examiner l'évolution des consommations budgétaires de fonctionnement par ministère de 2011 à 2013. Ce travail d'analyse a pour but de comparer les dotations du ministère de la justice avec celles de quelques départements, ce en vue de faire une lecture de la vision globale du Burkina Faso en matière de justice. Certes, elle est assez modeste, mais l'analyse permet d'avoir une idée critique. Ce faisant, ce décryptage nous permet de relever dans un premier temps l'écart considérable qu'il y'a entre les ressources financières du département de la justice et les autres départements. Par exemple dans le tableau 1 (Anexe), il est possible de voir qu'en 2013, la dotation pour le ministère de la justice était seulement 7 654,2 million de FCFA, ce qui est en dessous du montant totale d'exécution qui est de 7 747,5 million de FCFA d'où une sous imputation. Par contre, encore à titre d'exemple, la dotation 2013 du Ministère de la

sante est 40 272 million de FCFA, un chiffre qui est en dessus de son exécution qui est à 38 642,1 million de FCFA; ce qui induit une sur imputation dans ce ministère. De ce qui ressort des chiffres, on peut aisément voir au niveau du personnel que le ministère de la justice n'en dispose pas suffisamment pourtant les besoins en ressources humaines sont importantes au niveau des juridictions pour mineurs. En effet, c'est depuis une dizaine d'années que le Burkina Faso a ratifié la CDE, il n'y'a que 8/24 juridictions qui sont pourvues de magistrats et personnels auxiliaires pour animer les juridictions pour mineurs. Sans avoir la prétention de faire une étude macroéconomique du budget de l'État, il serait peut-être judicieux de réaffecter les surplus que l'on observe dans plusieurs ministères au ministère de la justice, qui a un besoin énorme en ressources.

Le constat est identique pour ce qui est de l'évolution des consommations budgétaires de fonctionnement sur la période 2011-2013 (Voir tableau 2 en annexe). De ce qui ressort des chiffres, le ministère de la justice est l'un des départements les moins pourvus en ressources financières pour faire face aux dépenses de fonctionnement des différents services affiliés. En effet, il peut être constaté que la dotation 2013 du Ministère de la justice est à 2 369,4 million de FCFA contre seulement 2 353,4 d'engagement visé. Par contre, le Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur et Recherche scientifique a une dotation 2013 de 2 046,0 million de FCFA contre un engagement visé de 2 713,1 million de FCFA. Les chiffres, tels qu'illustrés dans le tableau 2, et comparativement aux autres ministères, montrent qu'il est difficile pour le personnel de pouvoir faire face aux problèmes matériels énumérés ci-dessus.

De cette analyse, et sans forcément vouloir tomber dans la généralisation, il convient de retenir que l'État du Burkina Faso ne semble pas avoir une vision ambitieuse de sa justice; ce qui autoriserait à croire que des efforts importants restent à réaliser de ce point de vue, notamment dans le pôle de justice pour mineurs.

5.3.3. Les contraintes sociales

Du point de vue social, les difficultés s'analysent en rapport avec la vision que la société se fait de la justice de manière générale. Aussi, elles sont fondées sur l'image que les justiciables se font des juges. Dans le cadre de l'assistance judiciaire aux

mineurs en conflit avec la loi, ce regard est porté en considération du statut de l'enfant.

Le stage nous a permis de discuter avec des parents d'enfants en conflit avec la loi et quelques rares fois avec les enfants eux-mêmes. Des discussions que nous avons eues, il ressort que les justiciables de façon générale n'ont pas confiance dans la justice. Pour la plupart, lorsque vous passez devant la justice pour des raisons judiciaires, et pour avoir gain de cause, il faut soit connaître quelqu'un qui y travail ou encore une connaissance qui pourrait éventuellement connaître un juge ou un fonctionnaire du palais de justice; si ce n'est pas l'argent qui règle les choses. C'est ce que résume un vieil homme en ces termes « ...Vous savez vous même que nous qui n'avons rien, en plus on ne connaît personne, il est difficile pour nous d'être entendu par qui que ce soit...» (Anonymat requis, communication personnelle, 17 mars 2014).

Cette autre femme, venue assister sa fille au juge des enfants corrobore les propos du vieil homme, quand elle soutient que: « *La justice est un instrument au service des forts et des riches. Ma fille n'a rien fait de grave, mais vous avez vu vous-même comment elle est traitée. C'est parce qu'ils sont forts qu'ils traitent ma fille ainsi...*» (J. Korbéogo, 17 mars 2014).

Le fossé entre la justice et les usagers grandit par le rapport du juge à ceux-ci. Il n'est pas rare de voir souvent certains juges du fait de la haute autorité qu'ils incarnent, exprimer du mépris à l'endroit des justiciables. Le quotidien du stage nous a donné l'occasion de noter malheureusement ce genre de comportement de la part de certains juges. Certains magistrats poussent la discourtoisie au point d'invectiver soit la personne auteur de l'infraction, soit les proches qui viennent les assister.

Pour ce qui se rapporte directement au statut social de l'enfant, la société burkinabè ne s'est pas totalement affranchie de l'idée paternaliste, qui veut qu'un enfant soit toujours sous la bienveillante responsabilité des parents ou gardiens. De ce fait, les actes que le mineur pose quoique souvent répréhensibles ne doivent pas être portés devant les services de justice. « *Il est physiquement grand, mais au fond c'est un enfant. Je pense qu'il ne sait pas le mal qu'il fait, sinon qu'il ne le ferait pas. C'est ça les enfants. Les problèmes comme ça, nous parents devrions pouvoir gérer entre nous*» (K. Ouattara, communication personnelle, 22 janvier 2014). Tels sont les

propos du père d'un mineur de 16 ans qui s'est rendu coupable de vol en réunion dans une boutique du voisinage. Pour lui, la minorité est une excuse de responsabilité. La capacité de discernement du mineur est telle qu'il ne comprend pas les conséquences de son geste. De ce fait, il devrait échapper à la justice.

Lorsqu'on interroge les enfants, la grande majorité n'a jamais reconnu les faits. Même quand, ils sont pris en flagrant délit, ils essaient toujours de trouver une porte de sortie. Ceux qui reconnaissent les faits, pensent en général comme la plupart des parents qu'ils ne devaient pas être jugés. Car, la vision sociale que l'on a de la prison au Burkina Faso fait que les enfants préfèrent être punis autrement que par l'enferment. En effet, une fois sorti de là, le processus de réintégration sociale devient difficile tant le stigmate pénal reste collé au mineur.

Pour des raisons d'ordre éthique nous avons volontairement tait le nom de ce mineur qui résume sa pensée en ces mots:

...J'ai peur de la justice parce que quand tu arrives ici déjà ton image est écornée. Moi, je ne fais pas express pour voler, c'est parce que mes parents n'ont pas les moyens nécessaires pour subvenir à mes besoins. Cela fait la deuxième fois que je viens en justice. J'avoue que ce n'est pas facile. La première fois, je suis resté deux mois en prison. Après ma libération, je ne suis plus allé au village puisque c'est non seulement une honte pour moi, mais aussi pour ma famille. Je suis allé chez mon oncle. Ah... maintenant, si eux aussi, ils apprennent qu'on m'a attrapé pour envoyer en justice, ça ne sera pas bien... (Anonymat requis, 10 février 2014).

5.3.4. Conclusion partielle

La pratique de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi fait ressortir un regard diversifié des principaux acteurs, ce en rapport avec les postulats de chacun ou groupes d'acteurs en termes de modèle. En tout état de cause ces différentes approches qu'ont les acteurs ne les éloignent pas d'un cadre de collaboration institutionnelle. En effet, officiellement, les principaux animateurs de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi, opèrent dans un environnement stable et cordial. Cependant, le juge qui occupe un rôle central dans le système, semble parfois exprimer dans ses rapports avec ses partenaires, un pouvoir dominant. Toute chose qui est propice à créer un climat de tension, sinon ouvert, du moins latent. Ces problèmes de type humain sont côtoyés par des

contraintes d'ordre juridique. En effet, le caractère lacunaire de la loi 28-2004 portant création de juridictions pour mineurs au Burkina Faso et la survivance de la loi sur l'enfance délinquante ou en danger font qu'une procédure pénale spécifique applicable aux mineurs peine à s'institutionnaliser. À ces préoccupations, s'ajoutent des problèmes matériels et budgétaires évidents. De fait, le personnel affecté à l'animation des juridictions pour mineurs fait face à d'énormes difficultés financières et logistiques surtout; ce qui a pour effet d'impacter leur rendement. Enfin, la perception qu'ont les mineurs et leurs parents de la justice n'est pas de nature à favoriser une franche collaboration avec les animateurs de l'institution; ce qui va se déteindre sur la qualité et l'efficacité de la prise en charge. Les préoccupations de différents ordres relevées ci-dessus sont de véritables freins à la réalisation d'une assistance judiciaire qui prenne en compte les besoins spécifiques du mineur. La prise en compte des préoccupations analysées commande que l'on pense à des alternatives de déjudiciarisation. Elles pourraient faire l'économie des nombreuses contraintes qui minent l'action de la justice pour mineurs.

Chapitre 6. Conclusion générale

L'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi tire ses origines des grands textes internationaux fondateurs des droits de l'homme. En effet, la déclaration universelle des droits de l'homme et le pacte international relatif aux droits civils et politiques restent des textes de référence tant, ils ont dans leurs principes fait une place de choix aux droits des personnes aux prises avec la justice. Ces textes ont inspiré les Nations-Unies dans leur quête d'une protection spécifique des mineurs en conflit avec la loi. C'est ainsi qu'ont été adoptés de façon non exhaustive, l'ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Les règles de Beijing), la Convention des Nations-Unies relative aux droits de l'enfant (CDE), les règles des Nations-Unies pour la protection des mineurs privés de liberté (règles de la Havane). Aussi, la CDE a créé une instance dénommée Comité des droits de l'enfant, chargé du suivi des États dans le respect de leurs engagements internationaux. Ce Comité formule aussi des recommandations dont le respect s'impose aux États. L'ensemble de ces instruments ont aussi inspiré le continent africain dans l'adoption de textes à portée générale et aussi certains instruments de protection des droits de l'enfant. Le texte le mieux en vue à ce niveau est la Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant (CADBE).

Le Burkina Faso a adopté tous ces textes et a décidé dans la décennie écoulée à mettre en œuvre certaines de ses obligations découlant de ses engagements. Cela s'est traduit en 2004 par la mise en place des juridictions pour mineurs dans le pays à travers la loi 28-2004. Cet élan a été salué par l'ensemble des acteurs de la promotion et la défense des droits de l'enfant. Cette œuvre semblait traduire la volonté de l'État de faire du système de justice juvénile un système spécialisé dans lequel les règles d'organisation et de fonctionnement feraient des usagers des privilégiés. Mais au fil des années, l'espoir suscité par cet engagement a fait place à des préoccupations, notamment en ce qui concerne l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. C'est dans cette dynamique qu'à l'occasion de la présentation de son troisième rapport en 2010, le Comité des droits de l'enfant a exprimé les préoccupations suivantes à l'endroit du Burkina Faso:

le fait que des mineurs continuent d'être jugés devant des juridictions de droit commun, l'absence sinon l'insuffisance d'assistance judiciaire aux mineurs en conflit

avec la loi, la longue durée des gardes à vue, l'insuffisance de formation à l'intention des juges et l'absence persistante de procédures spéciales devant les juridictions pour mineurs etc. Ces préoccupations l'ont amené à formuler les recommandations suivantes: l'adoption sans retard des règles de procédure qui sont nécessaires au fonctionnement du système de justice pour mineurs, l'institution des juges spécialisés dans toutes les provinces, veiller à ce que les procureurs et juges surveillent activement les pratiques d'arrestation et les conditions de garde à vue des enfants, veiller à ce que la détention avant jugement soit réservée aux infractions graves et que des mesures de substitution soient prévues pour les autres infractions etc. Quelle suite l'on peut donner aujourd'hui à ces recommandations? Le constat est accablant, car les choses n'ont véritablement pas bougé de ce point de vue.

Ce faisant, si l'on revient à notre question principale de recherche, à savoir comment comprendre les problèmes liés à la mise en œuvre du droit à l'assistance judiciaire des mineurs dans le cadre des procédures pénales, on arrive à des réponses fort édifiantes.

Les obstacles à la réalisation des droits des mineurs en conflit avec la loi à une assistance judiciaire appropriée s'articulent essentiellement autour des problèmes d'ordre juridique, matériel, logistique, budgétaire et social. Les contraintes juridiques se déclinent en l'absence d'une procédure judiciaire claire applicable aux mineurs. Car, la loi qui a mis en place les juridictions à vocation spéciale ne comporte aucune règle de procédure. Elle réfère aux dispositions spécifiques du code de procédure pénale aussi bien pour ce qui est du juge des enfants que du tribunal pour enfants. Or, en l'espèce aucune disposition du code de procédure pénale n'y fait référence. Du reste, ce code est en relecture depuis 2003, "il n'est pas encore sorti du laboratoire". En l'absence de telles dispositions, ce sont celles de la loi 19-61 qui sont combinées avec le code pénal dans le cadre des procédures pénales qui impliquent des mineurs. En pratique, cette situation laisse au juge de très larges pouvoirs de décision, ce qui n'est pas toujours un avantage pour le système de justice juvénile. En effet, elle peut donner lieu à des abus de la part du juge, qui est dans une position dominante. C'est pourquoi, il serait judicieux, voire impérieux de travailler à mettre d'urgence en place des dispositions législatives de type procédural, qui feront de la présence d'un avocat à toutes les étapes de la procédure une obligation. Il ne faut pas perdre de vue que les juges des enfants au Burkina Faso sont en général dans une approche protectionniste, quoique pour des

infractions graves, ils s'orientent vers le modèle de justice. Cette situation a très souvent pour effet de déconsidérer les droits de la victime. À cet égard, la présence d'un avocat pourrait contribuer à contenir ces lacunes et abus. À ces problèmes juridiques, des contraintes matérielles, logistiques et budgétaires minent le dynamisme des animateurs de la justice juvénile au Burkina Faso. En effet, l'État n'investit pas assez dans le secteur de la justice, ce qui fait que le pôle justice juvénile est carrément démuné. Du manque de moyens de locomotion, en passant par l'absence de moyens de communication et de ressources financières pour exécuter les enquêtes sociales, le quotidien du personnel des juridictions pour mineurs n'est pas enviable. Quelle que soit la volonté exprimée des agents, ils ont besoin du minimum pour travailler. Pourtant depuis 2002, date à laquelle le Burkina Faso présentait son deuxième rapport périodique, ce constat avait été fait par le Comité, qui a du reste fait des recommandations dans ce sens. Il avait instamment demandé au Burkina Faso de faire tous ses efforts pour accroître la part du budget alloué à la mise en œuvre des droits des enfants. Des contraintes de nature sociale contribuent aussi à entraver l'action de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi. En effet, la perception négative que le justiciable a du juge et l'administration de la justice n'est pas un avantage pour la bonne marche de l'assistance judiciaire. En somme, le bilan que l'on peut faire aujourd'hui de l'assistance judiciaire aux mineurs en conflit avec la loi au Burkina Faso est peu reluisant. C'est pourquoi, l'engagement de l'État doit prendre des formes nouvelles, ce qui serait à l'avantage de la société toute entière, car « ... si aujourd'hui l'avenir des enfants est entre nos mains, demain ce sera notre avenir qui sera entre les leurs » (D'amours, 1998).

Annexe 1

Tableau 1: Evolution des consommations budgétaires des dépenses de personnel par ministère de 2011 à 2013(en millions FCFA) (Début)

Ministères et Institutions	2011		2012		2013	
	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution	Dotation	Exécution
Ministère de la justice	4235,9	5240,5	-	-	7654,2	7747,5
Ministère de la Sécurité	15 056,0	13 438,4	-	-	-	-
Ministère de L'Economie et des Finances	12041,1	13 200,5	15 894,0	15 687,5	15 980,4	16 459,6
Ministère de la sante	28 695,0	29 297,4	35 339,5	34 836,2	40 272,0	38 642,1
Ministère des Enseignements Secondaire, Supérieur	23 095,3	24 192,9	27 480,4	29 855,3	30 473,7	33 754,6
Min. de L'Indus., Commerce, P Init.Priv			912,0	933,8	967,5	964,3
Ministère des Mines, des Carrières et de l'énergie	324,7	285,4	366,9	368,6	-	-
Ministère des Mines et de l'énergie					387,0	424,7
Ministère de l'Agriculture, De l 'hydraulique Et des Ressources Halieutiques	6 485,6	5 906,9	-	-	-	-

Source : Direction Générale du Budget/Ministère de l'Economie et des Finances

Tableau 2 : Evolution des consommations budgétaires de fonctionnement par ministère de 2011 à 2013(en millions FCFA) (Début)

Ministères et Institutions	2011		2012		2013	
	Dotation	Engagé visé	Dotation	Engagé visé	Dotation	Engagé visé
Ministère de la justice	1 304,6	1 220,2	1 470,9	1451,6	2369,4	2 353,4
Ministère de la Défense	5 074,3	5 027,3	5 559,4	5 559,4	6 826,7	6 826,7
Ministère de la Sécurité	1424,5	1 422,9	-	-	-	-
Ministère de L'Economie et des Finances	4 636,1	4 579,6	3 216,0	3 192,3	2 746,0	2 713,1
Ministère de la sante	10 096,3	9 700,1	10 434,2	10 306,2	9 316,0	9 153,1
Ministère des Enseignements Secondaire, supérieur et de la recherche scientifique	1 478,8	1 340,1	1 718,8	1 573,8	2 046,5	2 027,3
Ministère des Mines, des Carrières et de l'énergie	48,0	47,1	70,4	70,3	145,5	144,2
Ministère de l'Agriculture, De l 'hydraulique et des Ressources Halieutiques	682,6	673,9	852,3	764,5	576,5	566,6

Source : Circuit de la dépense/Ministère de l'Economie et des Finances.

Liste des références

Ouvrages généraux

Darbellay, F., (2005). Interdisciplinarité et transdisciplinarité en analyse des discours-Complexité des textes, intertextualité et transtextualité, Slatkine, Genève.

Flauss, J.-F., Lambert, E., (2004). L'application nationale de la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Bruylant, Bruxelles.

Illa Maikassoua, R. (2013). La commission africaine des droits de l'homme et des peuples, un organe de contrôle au service de la Charte africaine, Éditions Karthala.

Matringe, J. (1996). Tradition et modernité dans la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Étude du contenu normatif de la Charte et de son apport à la théorie du droit international des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles.

Mbaye, K. (2002). Les droits de l'homme en Afrique, Éditions Pédone.

Mubiala, M. (2005). Le système régional africain de protection des droits de l'homme, Bruylant, Bruxelles.

N'da, P. (2007). Méthodologie et guide pratique du mémoire de recherche et de la thèse de doctorat, Le Harmattan, Paris.

Ouguerouz, F. (1993). La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, Presses Universitaires de France, Paris.

Sirota, R., (2006). Éléments pour une sociologie de l'enfance, Presses Universitaires de Rennes.

Tama, J.-N. (2012). Droit international et africain des droits de l'homme, L'Harmattan, Paris.

Turp, D. (2015). Recueil de droit international et constitutionnel des droits fondamentaux, Tome II: instruments régionaux et nationaux, Les Éditions JFD inc.

Ouvrages et instruments spécialisés

Abdelahad, L. (1984). Les représentations des avocats de la défense sur leurs pratiques au tribunal de jeunesse, École de criminologie, faculté des arts et sciences, Université de Montréal.

- Bailleau, F., (1996). Les jeunes face à la justice pénale, analyse critique de l'application de l'ordonnance de 1945, Syros, Paris.
- Bastard, B., Mouhanna, C. (2010). L'avenir du juge des enfants, éduquer ou punir? Éditions érès, Toulouse.
- Bongrain, M., Chailloux, P., Davidson, C., Neirinck, C. (1989). La défense de l'enfant en justice, CTNERHI, Paris.
- Dumas, F. (2012). Avocat pour mineur: Nouvelles pratiques, nouvelles attentes,
- Hodgkin, R., Newell, P. (1999). Manuel d'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, Unicef, New-York.
- IUKB, Sion.
- Jérez, C. (2001). Le juge des enfants, entre assistance, répression et rééducation, Sofiac, Paris.
- La Fresnaye, F. (1982). Le juge des enfants, comprendre et juger, Éditions scientifiques et juridiques, Paris.
- Meunier, G. (2002). L'application de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant dans le droit interne des États parties, Le Harmattan, Paris.
- Nérac-Croisier, R. (1997). Le mineur et la droit pénal, L'Harmattan, Paris.
- Ponceta, P. (2009). Délinquance des jeunes. Quels actes? Quelles réponses juridiques, L'Harmattan, Paris.
- Renucci, J.-F. (1991). Le droit pénal des mineurs, Presses Universitaires de France, Paris.
- Vieux, E. (2004). Le mineur et la loi pénale camerounaise, Étude socio-judiciaire, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé.
- Zermatten, J. (1995). Une Convention, plusieurs regards, les droits de l'enfant: Une belle déclaration! Et après?, AIMJF.
- Zermatten, J. (2002). La prise en charge des mineurs délinquants: Quelques éclairages à partir des grands textes internationaux et d'exemples européens, RDUS, Sherbrooke.

Zermatten, J., Prince, A., Rausis, R., Vasquez-Larsson, M., Karlen, A., McCarney, W. (1999). 100 ans de justice juvénile. Bilan et perspectives, Institut International des Droits des Enfants, Sion.

Comité des droits de l'enfant, Observations Finales: Burkina Faso (UN Doc. CRC/C/65/Add.18, 2002).

Comité des droits de l'enfant, Observations Finales: Burkina Faso (UN Doc. CRC/C/BFA/CO/3-4, 2010).

Comité du Barreau du Québec, (1995). La représentation des enfants par avocat

Nations Unies (1986). Ensemble des règles minima des Nations-Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs, New-York.

Nations Unies (1989). Convention des Nations Unies relative aux Droits de l'Enfant, New York.

Nations Unies (2007). Les droits de l'enfant dans le système de justice pour mineurs, Observation Générale n°10, Genève.

Nations Unies (2008). Accès à la justice, Défense et assistance judiciaire, New York.

Législation nationale

Constitution du Burkina Faso

Code pénal du Burkina Faso

Code de procédure pénale du Burkina Faso

Loi n°28-2004 du 8 septembre 2004 portant modification de la loi n°10/93/ADP du 17 mai 1993 portant organisation judiciaire

Loi n°19-61 du 19 mai 1961 relative à l'enfance délinquante ou en danger

Articles scientifiques

Benec, H., Leroux, P. (2006). Les rôles de l'avocat au tribunal pour enfant, *Déviance et Société*, Vol.30, p.155-177.

Deseez, S. (1992). La défense de l'enfant en justice, *Enfance*, Tome 45 n°3, pp279-283.

Lachat, S. (2009). La justice juvénile restauratrice, un concept à préciser, *Bulletin suisse des droits de l'enfant*, Vol 15, n°4.

Martineau, S. (2007). L'éthique en recherche qualitative: quelques pistes de réflexion, Association pour la recherche qualitative, Québec.

Taxil, B. (2010). Méthodes d'intégration du droit international en droits internes, CERDIN, Paris.

Sites internet

Braudo, S., Bauman, A. (1996). Dictionnaire de droit privé. Récupéré le 17 mai 2015 de URL: <http://www.dictionnaire-juridique.com/serge-braudo.php>.

D'Amours, O. (1998). Les grands systèmes. Modèle de protection, modèle de justice et les perspectives d'avenir. Récupéré le 11 avril 2014 de URL : <http://id.erudit.org/iderudit/706794ar>